

The Joint Federal/Provincial Commission into the April 2020 Nova Scotia Mass Casualty MassCasualtyCommission.ca

Commission fédérale-provinciale sur les événements d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse CommissionDesPertesMassives.ca

Public Hearing

Audience publique

Commissioners / Commissaires

The Honourable / L'honorable J. Michael MacDonald, Chair / Président Leanne J. Fitch (Ret. Police Chief, M.O.M) Dr. Kim Stanton

VOLUME 43

INTERPRÉTATION FRANÇAISE

Held at : Tenue à:

Halifax Marriott Harbourfront Hotel 1919 Upper Water Street Halifax, Nova Scotia B3J 3J5

Wednesday, July 6, 2022

Hotel Marriot Harbourfront d'Halifax 1919, rue Upper Water Halifax, Nouvelle-Écosse B3J 3J5

Mercredi, le 6 juillet 2022

INTERNATIONAL REPORTING INC.

www.irri.net
(800)899-0006

II Appearances / Comparutions

Me Jamie VanWart Commission Counsel /

Conseiller de la commission

Dre Emma Cunliffe Director of Research and Policy /

Director of Research and Policy / Directrice des politiques et recherches

Me Megan Stephens Commission Counsel / Conseillère de la

commission

III Table of Content / Table des matières

	PAGE
TABLE RONDE: VIE COMMUNAUTAIRE DANS LES MILIEUX RURAUX	1
Facilitité par Dre Emma Cunliffe	1
Représentations par Me Megan Stephens	57

IV Exhibit List / Liste des pièces

No	DESCRIPTION	PAGE
2649	(COMM0059543) Affidavit of Christopher Grund	51
2650 to 2653	Déclarations sur les services de soutien pour les familles les survivants, les collectivités	51
2654	(COMM0058894) Rapport supplémentaire	51
2655 to 2682	28 documents demandé par la fédération de la police nationale	51
2683 to 2684	2 documents requested by Patterson Law	52
2685 to 2752	Documents concernant la table ronde du 7 juillet	52
2753 to 2864	Documents concernant la table ronde du 28 juin	52
2865 to 3176	Documents concernant la table ronde du 30 juin	52
3177 to 3339	Documents concernant la table ronde du 30 juin	52

1	Halifax, Nova Scotia
2	L'audience débute le mercredi 6 juillet 2022 à 9 h 33
3	COMMISSAIRE FITCH: Bonjour et bienvenue.
4	Nous vous rejoignons de Mi'kma'ki, le territoire ancestral et non
5	cédé du peuple Mi'kmaq. Veuillez nous rejoindre comme nous nous rappelons des
6	personnes dont la vie a été enlevée, ceux à qui on a porté tort, leurs familles, et tous
7	ceux qui ont été touchés par les pertes massives en avril 2020 en Nouvelle-Écosse.
8	Aujourd'hui, nous allons explorer davantage des enjeux qui sont
9	reliés à notre mandat qui vont faire que l'on comprenne mieux comment et pourquoi les
10	pertes massives ont eu lieu.
11	Ce matin, il y aura une discussion sous forme de table ronde au
12	sujet des aspects de bien-être communautaire dans les milieux ruraux, les cultures et
13	les attitudes associées à la vie rurale en Nouvelle-Écosse, la livraison, la fourniture des
14	services limités et différentiels dans le milieu rural, la santé et la sécurité de ceux qui
15	travaillent dans les communautés rurales et comment le contexte rural touche leur vie
16	professionnelle.
17	De telles tables rondes nous aident en faisant qu'on puisse
18	entendre des experts et d'autres personnes avec des expériences pertinentes en ce qui
19	a trait aux enjeux connexes inclus dans notre mandat et nous aident à explorer les
20	causes, contextes et les circonstances qui ont contribué aux pertes massives, des
21	occasions afin qu'on puisse entendre des idées et des aperçus qui pourraient nous
22	aider à motiver nos recommandations finales. Il y aura également des soumissions de
23	la part des participants.
24	Et maintenant, c'est Madame la docteure Emma Cunliffe, la
25	directrice de notre équipe de Recherche et politiques.
26	TABLE RONDE: VIE COMMUNAUTAIRE DANS LES MILIEUX RURAUX
27	Dre EMMA CUNLIFFE: Je m'appelle Emma Cunliffe et j'ai
28	l'honneur de service comme directrice de la Recherche et des politiques pour la

1	Commission des	pertes massives.	Mon pronom	. c'est « elle ».

Aujourd'hui, nous allons nous concentrer sur comprendre ce que c'est vivre en milieu rural en Nouvelle-Écosse et l'exploration de la vie communautaire dans les milieux ruraux. Nous allons considérer les facteurs structurels qui façonnent la vie communautaire en Nouvelle-Écosse rurale.

Les participants partageront leurs expertises et leurs expériences avec ces matériaux... ces questions, plutôt. Un ensemble de matériaux a été préparé et partagé avec les membres de la table ronde et les participants.

Monsieur et Mesdames les Commissaires, ces matériaux seront déposés en pièces cet après-midi. Alors, les numéros de pièce ne sont pas actuellement disponibles. On fera de notre mieux de les identifier en fonction de l'auteur et de l'année pour le dossier.

Les thématiques essentielles de la table ronde sont la culture et les attitudes spécifiques à la vie rurale en Nouvelle-Écosse, la fourniture des services limitée et différentielle en milieu rural, la santé et sécurité de ceux qui travaillent en milieu rural en Nouvelle-Écosse, et comment leurs rôles vont parfois au-delà des tâches typiques de leur profession en fonction du contexte rural.

En fonction, je vais vous donner... je vais vous poser des séries de questions ouvertes qui vont vous permettre de partager votre point de vue unique, vos expériences uniques, votre expertise avec nous.

En tant qu'animatrice de cette table ronde, je vais diriger les questions, je vais poser des questions de suivi, et je vais animer le dialogue.

Je vous demanderais de parler lentement afin que nos partenaires en matière d'accessibilité puissent bien faire leur travail.

Les discussions de la table ronde font partie du dossier de la Commission et sont diffusées en direct en ce moment et seront disponibles au public sur le site web de la Commission.

Les commissaires peuvent poser des questions à tout moment et

demander des clarifications à tout moment.

sécurité publique – c'est la pièce 002633.

Jusqu'à date, la Commission a entendu des preuves, des témoignages et a rassemblé des renseignements au sujet de la Nouvelle-Écosse rurale de plusieurs façons : nous avons interviewé des membres de la collectivité, des fournisseurs des services; nous avons signifié les assignations à produire pour les renseignements au sujet de questions telles que la fourniture de services de santé et la gestion des urgences par les municipalités, les gouvernements fédéral et provincial; nous avons identifié des recherches, des études, des documents en matière de politiques et des recherches empiriques qui ont pris en compte les services policiers en milieu rural, notamment des études dans l'ensemble des documents aujourd'hui.

Le rapport commandité produit par la docteure Karen Foster a fourni des renseignements importants au sujet de la prise de décision dans les collectivités rurales, notamment en ce qui a trait à la prévention de la criminalité et la

Nous sommes chanceux d'avoir parmi nous la docteure Foster ainsi que d'autres experts qui apportent une compréhension approfondie des collectivités rurales. Dans un instant, je vais les inviter à se présenter et des renseignements à leur sujet.

On néglige souvent de parler de la diversité rurale. En Nouvelle-Écosse rurale, la population mi'kmaq et afro-néo-écossaise sont des populations de longue date dans la province. Nous avions pris des mesures qu'il y ait des participations des membres de cette collectivité-là aujourd'hui, mais malheureusement, en raison de circonstances inattendues, ces membres n'ont pas pu nous rejoindre. Ils ont fourni des recherches par et pour cette collectivité parmi les matériaux qui seront déposés devant vous et nous allons chercher à combler l'écart d'aujourd'hui de d'autres façons au fur et à mesure que les procédures ont lieu.

Comme à chacune des discussions des tables rondes, nous n'allons pas être focalisés sur les évènements des 18 et 19 avril et nous n'allons pas

considérer les documents de travail et réaliser d'autres éléments du travail	al et
--	-------

- 2 Commission. Nous menons également une concertation publique en ligne et nous
- 3 cherchons les apports au sujet des recommandations que vous voudriez voir figurer
- dans le travail de la Commission. Vous pouvez trouver d'autres renseignements à ce
- sujet sur le site web de la Commission des pertes massives, c'est « *pertesmassives*...
- 6 commissiondespertesmassives.ca sous l'onglet « Procédures », cherchez l'option
- 7 « Soumissions publiques ».
- Comme avec toutes les discussions de table ronde, nous visons à ce que les commissaires et le public aient une compréhension plus approfondie de
- notre mandat essentiel afin qu'on puisse s'engager dans la phase 3 pour les leçons à
- 11 tirer et les recommandations.

13

- Alors, je vais demander à chacun des membres de la table ronde de se présenter et leur travail au sein d'eux et avec les collectivités rurales.
- Et Madame la docteure Karen Foster, si... Karen, si je peux commencer avec vous.
- Dre KAREN FOSTER: Oui, certainement. Merci.
- Je m'appelle Karen Foster, je suis une professeure agrégée de sociologie dans le ministère... dans le Département de la sociologie et d'anthropologie, c'est à l'Université de Dalhousie et je suis éga... j'ai également la Chaire du Canada dans les avenirs durables en ruralité pour le Canada atlantique.
- La plupart de mes recherches est centrée sur les collectivités
 rurales en Nouvelle-Écosse et considère les enjeux économiques, les enjeux associés
 au travail, aux revenus, et le rapport que j'ai rédigé est une analyse de recherche
 existante, pas mes recherches, sur la criminalité... la prévention de la criminalité et la
 sécurité.
- Dre EMMA CUNLIFFE: Merci de vous être jointe à nous encore une fois.
- Mme ROBIN CAMPBELL: Bonjour, je m'appelle Robin Campbell,

28

1	je suis doctorante à l'Université de Dalhousie dans l'École de la thérapie professionnelle
2	dans la Faculté de la santé. Je considère la santé et le bien-être mental des pompiers
3	bénévoles en Nouvelle-Écosse rurale, je considère les obstacles dans les milieux
4	professionnels qui interviennent et le facteur de la ruralité est un élément important de
5	mes recherches, et l'autre face de cela, pas juste dans la vie académique, j'étais
6	anciennement pompier bénévole, alors j'ai du vécu. J'apporte mon vécu à la recherche
7	aussi.
8	Dre EMMA CUNLIFFE: Merci bien, Robin, de vous être jointe à
9	nous aujourd'hui.
10	Madonna Doucette.
11	Mme NATALIE DOUCETTE: Je m'appelle Madonna Doucette.
12	Mes pronoms sont « elle » et je suis directrice du projet Jeunesse au Cap-Breton.
13	Depuis 12 ans, je suis une éducatrice <i>queer</i> , j'ai voyagé partout au Cap-Breton dans les
14	petites collectivités jusqu'au comté de Guysborough et au-delà de la chaussée, là où
15	mes tâches m'apportent. J'ai surtout concentré mes efforts sur les jeunes et les
16	différentes circonstances de s'affirmer comme homosexuel et chercher à atteindre son
17	identité authentique dans un milieu rural et assez bien différent que de s'affirmer
18	homosexuel dans un milieu urbain.
19	Je suis une organisatrice populaire sur des questions du genre et la
20	pauvreté infantile aussi.
21	Dre EMMA CUNLIFFE: Merci bien de nous avoir rejoints,
22	Madonna.
23	Docteure Lesley Frank.
24	Dre LESLEY FRANK: Bonjour. Je m'appelle Lesley Frank. Je suis
25	une professeure de sociologie à l'Université Acadia à Wolfville. Je détiens également la
26	Chaire d'études canadiennes là sur l'alimentation, la santé et la justice sociale. Je suis

alternatives en matière de politiques en Nouvelle-Écosse et j'ai soit rédigé moi-même

également associée en matière de recherche avec le Centre canadien pour les

1	ou en partenariat du Bulletin sur la pauvreté chez les enfants et les familles en
2	Nouvelle-Écosse depuis un temps, plus de 20 ans.
3	Mon programme de recherche est surtout centré sur l'insécurité
4	alimentaire chez les enfants et les familles dans les secteurs milieux urbains et
5	ruraux, et j'ai également un contexte d'avoir offert des services de première ligne où j'ai
6	coordonné les programmes de postnatalité et prénatalité pour les familles et les
7	femmes qui vivent à faible revenu et j'ai travaillé dans la maison de transition à la vallée
8	d'Indianapolis aussi.
9	Voilà, c'est ça mon vécu communautaire que j'intègre à mes
10	recherches.
11	Dre EMMA CUNLIFFE: Merci bien de nous être rejoints
12	aujourd'hui.
13	Et la docteure Marilyn MacDonald.
14	Dre MARILYN MacDONALD: Bonjour. Je m'appelle Marilyn
15	MacDonald. Mes pronoms sont « elle » mon pronom, c'est « elle ». Je suis une
16	infirmière et j'enseigne à l'École des sciences infirmières à l'Université Dalhousie.
17	J'ai été élevée sur une ferme dans une collectivité rurale sur l'Île-
18	du-Prince-Édouard et j'ai travaillé sur cette ferme-là et des fermes avoisinantes jusqu'à
19	ce que je fréquente l'École des sciences infirmières. J'ai travaillé dans plusieurs
20	domaines des sciences infirmières, notamment des soins à prodiguer au foyer. J'ai
21	surtout mes recherches ont été centrées sur les personnes âgées et également une
22	bonne part des soins au foyer et livrés aux personnes âgées. Alors, toute chose
23	rattachée aux personnes âgées et leurs soignants et leurs familles, pour moi, c'est
24	d'une importance capitale. Merci.
25	Dre EMMA CUNLIFFE: Un grand merci de nous avoir rejoints
26	aujourd'hui.
27	Alors, le premier ensemble de questions seront centrées sur les
28	secteurs de facteurs structurels qui façonnent les vies des personnes en milieu rural et

la culture des milieux ruraux en Nouvelle-Écosse. C'est important de souligner, c'est

comme dit Anna Souhami qui nous a rejoints la semaine dernière, il n'y a pas une seule

expérience rurale. La Commission a appris par l'entremise de son travail qui concerne

la province de Nouvelle-Écosse, il y a toute une gamme d'expériences rurales et toute

une gamme de cultures.

Karen, si on pouvait bien commencer par vous. Votre rapport identifie que les forces distinctives, les besoins distinctifs et les limites des collectivités rurales sont souvent négligés au sein de la politique gouvernementale, notamment votre travail suggère que des services importants livrés par les institutions du gouvernement et du secteur civil en milieu urbain sont souvent livrés par des bénévoles ou des travailleurs communautaires qui agissent à l'extérieur de leurs rôles rémunérés, leurs rôles essentiels dans les milieux ruraux. Qu'est-ce qui fait que cette dynamique existe et comment est-ce que les communautés rurales comblent l'écart?

Dre KAREN FOSTER: Cela revient à discuter de c'est quoi la vie de tous les jours dans les collectivités rurales. Il y a tout un débat à ce sujet, mais je pense qu'il y a beaucoup de preuves qui démontrent qu'il y a un parti pris urbain au niveau des politiques et des recherches sur des sujets d'ordre plus général et cela soulève en partie de la difficulté de livrer certains services dans les collectivités rurales étant donné la distance des centres urbains et la distance entre les foyers. Il faut couvrir une plus grande distance pour fournir des services à une plus petite population. C'est différent de la prestation de services dans les collectivités urbaines.

Et un facteur qui empire cela, c'est qu'au cours de, disons, 50 ans ou plus, nous avons vu une pression de consolider des services de plus en plus, que la base de la prestation de services soit dans les villes, ou d'établir des pressions sur les collectivités rurales de combler les services soit par le fusionnement ou de combiner les services. Alors, il s'agit d'améliorer l'efficacité et sauver des couts. Mais la raison, c'est que les services s'éloignent de plus en plus des besoins ruraux, des besoins locaux, de nature plus générique et moins ciblés aux circonstances spécifiques d'une collectivité

rurale.

Voilà. Ce sont de grands processus qui ont très peu à faire avec les collectivités rurales elles-mêmes, mais ça fait partie de ce mouvement vers l'efficacité qui domine tout, les entreprises, les gouvernements, un peu tout. Alors, c'est ça le grand facteur commun, le fait qu'on pousse beaucoup la consolidation et l'efficacité.

Dre EMMA CUNLIFFE: En guise de suivi, Karen, est-ce que votre recherche suggère en ce qui a trait à comment les personnes qui vivent en milieu rural cherchent à combler l'écart dû à ces politiques-là?

Dre KAREN FOSTER: C'est du travail de bénévolat. On le voit dans les services d'incendie bénévoles ou volontaires, également les connexions personnelles entre les familles et les collectivités. Je fais de la recherche sur les expériences des collectivités en situation d'handicaps, qu'il s'agisse des parents ou des enfants, et ils ont tendance de ne pas accéder à des institutions, en tout cas pas comme on le ferait dans un milieu urbain. En milieu rural, on doit embarquer dans la voiture et se rendre quelque part, mais là, la famille peut se rendre vers vous. Alors, les gens ont une éthique de se prendre, garder les uns les autres parce qu'il y a davantage de connexions entre les gens. C'est un peu stéréotypé, c'est pas la même chose dans toutes les collectivités rurales. Le simple fait d'être petit et de devoir fournir les uns pour les autres quand l'État n'intervient pas signifie que les collectivités rurales... que le capital social est plus élevé, ce qui fait que les liens qui nous connectent et qui nous aident à se prendre, garder les uns les autres.

Dre EMMA CUNLIFFE: Robin, Karen vient de faire référence aux services d'incendie volontaires comme des exemples de bénévolat et d'établissements de communautés que l'on voit dans votre... ça fait partie de votre vécu. Pouvez-vous nous donner des exemples de votre expérience comme pompier bénévole, comment les collectivités interviennent dans les écarts et comment les services d'incendie volontaire cherchent des façons de servir leurs collectivités et les exigences qui existent chez les personnes qui se portent bénévoles avec les services d'incendie bénévoles.

Mme ROBIN CAMPBELL: Quand les pompiers, en ce qui a trait 1 aux pompiers bénévoles, c'est un aspect central de la communauté, c'est un endroit 2 central où on peut se rendre pour obtenir de l'aide et des services. Et, bien que les 3 pompiers offrent le service d'urgence, il s'agit aussi d'un service communautaire qui 4 le... qui est offert par eux. Ils participent beaucoup aux événements de la communauté, 5 à la levée de fonds et généralement, les Centres communautaires se trouvent, sont 6 situés dans les casernes. Et donc, ce... les pompiers portent plusieurs chapeaux, dans 7 les collectivités rurales, afin de pouvoir offrir ce service. Ils viennent de plusieurs 8 horizons. On a des pompiers qui, âgés de 14 ans, et aussi des pompiers âgés de 80 9 ans, qui aidaient avec une opération radio. Donc, ils... ça va bien au-delà d'un service 10 d'urgence. C'est un service qui est offert, service polyvalent qui est offert aux gens. 11 Dre EMMA CUNLIFFE: et je présume que les équipements, les 12 camions, les radios, ce n'est pas peu cher, alors comment est-ce qu'ils réussissent à se 13 permettre ces équipements? 14 M. ROBIN CAMPBELL: Ben, ça dépend. Il y aussi, il y a par 15 16 exemple une taxe incendie qui est payée, et qui permet de payer certaines choses, mais généralement, c'est que les pompiers vont faire de la levée de fonds. Vous allez 17 voir des vieux camions qui vendent de... des... de la nourriture et plusieurs autres 18 campagnes. Et de plus en plus, c'est un peu ce qu'il faut faire pour financer les 19 camions. Il faut donc faire ces levées de fond. C'est aussi une autre raison... la... que 20 pourra héberger le Centre communautaire dans la caserne. Et justement, parce que... 21 22 pour le loyer que ce Centre paye. Ça permet, donc, ça représente une autre source de 23 revenus. 24 **Dre EMMA CUNLIFFE**: Lesley, la première fois qu'on s'est parlé, vous avez dit que certains aspects de la vie rurale qui sont souvent décrits comme des 25 attitudes sont plutôt des produits de la structure de la vie rurale. Qu'est-ce que cela veut 26 27 dire, structurelles, et quels sont les aspects que vous inclurez dans... dans la structure de la vie rurale? 28

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Dre LESLEY FRANK: Merci de la question. Quand je pense... songe au mot culture, je songe à une moyenne de vie partagée. Il y a des cultures dans des zones rurales et urbaines qui représentent une vie partagée, mais qui sont basées sur des conditions structurales, composées de plusieurs facteurs. Nos situations sociales dans la vie sont le fruit de ressources, de notre identité raciale, de genre, nos capacités ou aptitudes. Et chacun a des... sa propre situation et sa propre ... ses propres expériences de vie. On ne peut pas dire qu'il existe... qu'il n'existe une seule culture rurale. Ou une seule attitude rurale homogène. Tout comme on peut pas dire la même chose des citadins. Tout le monde a une diversité de privilèges ou de... de désavantage qui marque notre situation sociale. Mais, il y a des conditions sociales qui sont peut-être en jeu et qui sont partagées. Et qui marquent peut-être comment nous vivons dans les milieux ruraux et urbains. Je vais faire écho des remarques de la docteur Foster sur la vie rurale et le manque d'infrastructures publiques. On peut parler, par exemple, de l'Internet rural qui ne marche pas, ou marche... qui ne marche pas bien et qui ne vous... ne permet pas, par exemple, de participer à un programme d'éducation prénatal, ou virtuel, où le fait de voyager vers des services san... de santé, qui devraient être vus comme des services essentiels. Par exemple, accoucher. Donc, cela est basé sur une étude que nous avons faite, moi et une collèque, il y a quelques années, sur l'accès aux services de maternité dans la Nouvelle-Écosse rurale. Les femmes avaient peur de... de devoir accoucher sur le bord de la route. Ou de devoir aller... voyager pour obtenir des soins de maternel... maternité. Donc, aussi le fait de devoir payer les services de garde de leur propre poche, devoir manger au restaurant en ville, et aussi, de devoir quitter le travail pour le faire. Aussi, quand on songe aux conditions sociales, les conditions sociales sont différentes. Et ça, on parle même de l'accès aux bons emplois, par exemple, qui offrent un salaire digne. Un salaire décent. Donc, les différences de l'infrastructure publique. Et, en cela, la

géographie fait partie de notre condition, situation sociale.

Il y a aussi des inégalités structurelles, que tout le monde vit, à sa propre façon. Donc, ce ne sont pas des expériences homogènes. Et ce n'est pas... il n'est pas question d'attitudes. Comme sociologue, j'essaie de... d'enraciner mes dires dans les vraies expériences des gens.

Dre EMMA CUNLIFFE : Marilyn, on nous a parlé des pompiers ruraux, les soins prénataux, et, en quoi... quel est l'impact de tous ces facteurs sur le... comment est-ce que ça s'échoue dans le travail des fournisseurs de soins de santé à domicile, dans les régions rurales de la Nouvelle-Écosse, et qu'en est-il des soignants non rémunérés comme les membres de la famille? Comment ces groupes contribuent-ils à la durabilité des communautés rurales?

Dr MARILYN MACDONALD: Bon, les soins à domicile sont importants, peu importe où on habite. Et la dis... la... et si vous avez une proche qui habite chez vous, cette situation est plus avantageuse que si vous êtes seule. En réfléchissant à ce que ma collègue Lesley Frank a dit, il y a tellement de diversité dans les situations. Mais un aspect commun, un élément commun que l'on sait de la recherche, est que les gens veulent rester chez eux. Les clients des soins à domicile et leur famille vont toujours consacrer, donc, des efforts pour rester chez eux. Des efforts incroyables. Et les gens qui leur offrent des soins, qui leur prodiguent des soins, que ce soit un fournisseur rémunéré ou que... un voisin, ou quiconque, cette personne va faire des pieds et des mains pour que ces gens puissent rester chez eux.

Et dans le... fournitures des soins à domicile, les relations qui sont établies dans les communautés rurales, bon d'abord des fournisseurs de ces services savent, connaissent le client et la famille personnellement. C'est plutôt l'exception dans les milieux urbains. Mais dans les secteurs ruraux, vous ne connaissez peut-être pas la personne de près, mais vous savez qui c'est. Et donc, cet engagement pour prodiguer des soins est fait... est la chose la plus importante pour ces fournisseurs et aussi pour les... leurs clients. Je sais pas si j'ai bien répondu à la question?

1	Dre EMMA CUNLIFFE: Mon autre question c'est que, bon, les
2	gens qui offrent des soins, rémunérés ou non rémunérés, quelle contribution font-ils, ou
3	quel apport offrent-ils à la durabilité de la communauté?
4	Dre MARILYN MACDONALD : Ça, c'est quoi, le fournisseur de
5	soins? Vous parlez de rémunérés et non rémunérés?
6	Dre EMMA CUNLIFFE : Oui.
7	Dre MARILYN MACDONALD : Donc, les fournisseurs non
8	rémunérés offrent des milliards de dollars en soins non rémunérés au Canada. Les
9	études le confirment. Tellement de gens le font, parce que c'est ce qu'il faut faire. Et
10	car, ils ont le bien-être de leurs proches à cœur. Pour ce qui est des fournisseurs
11	rémunérés, à chaque client des soins à domicile, a un plan de soin. Généralement,
12	vous devez respecter ce plan. Mais, inévitablement, non seulement les gens vont
13	répondre à ce plan, mais ils vont le dépasser. Ils vont aller au-delà.
14	Quand ils voient un besoin du client et de la famille qui ne s'y
15	trouve pas, ils vont pas dire : Bon, ben ce n'est pas dans le plan. Je peux pas le faire, je
16	ne vais pas le faire. Immanquablement, ils vont faire le nécessaire pour répondre à ce
17	besoin ou ils vont aller chercher les ressources nécessaires pour le faire.
18	Dre EMMA CUNLIFFE : Merci beaucoup Marilyn. L'expérience
19	rurale est très différente d'une d'un endroit à l'autre. Lesley a a identifié des
20	facteurs comme le racisme systémique, qui façonne l'expérience des communautés
21	rurales. Maintenant, vous travaillez avec des communautés LGBT, plus dans la
22	Nouvelle-Écosse rurale. Quels sont les défis qui confrontent cette communauté? Et
23	comment est-ce leur expérience diffère-t 'elle des autres?
24	MME MADONNA DOUCETTE : Je pense que le plus important,
25	c'est de comprendre la perception qu'aujourd'hui, il est correct de se s'identifier
26	comme on veut. Et dans un contexte urbain, anonyme, il est facile de le faire. Mais dans
27	un contexte rural, très souvent les gens qui sont sortis du placard me disent qu'ils ont
28	l'impression d'être seuls Queers dans le village. Donc, il y a encore beaucoup de honte,

- beaucoup d'homophobie et de transphobie internalisée, que ces gens intériorisés, que
- ces gens doivent vivre, en faisant ce voyage vers leur soi authentique. On voit parfois
- des... des... des problèmes de dépendance, de comportements à risque élevé aussi,
- dans un contexte ur... rural, quand un aîné va obtenir des soins à domicile. Cette
- 5 personne va donc retourner dans le placard.
- Donc, parfois, les services de soutien qui sont disponibles sont très
- 7 hétéronormatifs, et ne sont pas équipés pour répondre à leurs besoins. Ils ne savent
- 8 même pas comment poser les bonnes questions à ce nouveau client. Il y a ce
- 9 désavantage qui est donc brouillé par cette perception que tout le monde est co...
- 10 accepte maintenant le gay et les trans.
- Donc, on... il y a cette fausse perception que l'on doit confronter
- tout en essayant de chercher notre voie.
- Dre EMMA CUNLIFFE : Merci. Les études démontrent que, bien
- que les croyances des résidents ruraux sont aussi diversifiées que celles des citadins.
- 15 Cette tendance... par contre, les études démontrent que les gens sont de plus... sont
- plutôt conservateurs dans les zones rurales. Madonna, la présence des gens qui ont
- des valeurs conservatrices et religieuses, en quoi peut être... peut-il, peut-elle affecter
- 18 ces gens?
- 19 MME MADONNA DOUCETTE : Dans les contextes ruraux, les
- 20 personnes en position de pouvoir ont des affiliations religieuses assez importantes. Et
- 21 aussi des perspectives conservatrices. Je pourrais vous donner tellement d'exemples!
- De... d'école, par exemple, sur le côté ouest du Cap-Breton, à Chéticamp, et Margaree,
- 23 quand l'école décidait qu'ils allaient donc, monter un drapeau de fierté et qu'ils ont reçu
- 10 appels avant 9 heures, en disant que c'était dégoutant. Et qu'il fallait retirer le
- 25 drapeau.
- Donc, je crois qu'il faut aussi reconnaitre le fait que des familles
- dans... en... chez eux, parfois, ont des perspectives offensantes et discriminatoires et
- ils savent que ces perspectives ne sont pas acceptables. Et ne doivent pas être

- exprimées en public. Mais les enfants sont encore façonnés par cette discrimination, à
- porte close. Donc, il est difficile d'inciter les enfants. Pas seulement les enfants. Parfois,
- on a l'impression que les adultes ont plus de courage et de... et sont capables de se
- 4 révéler, révéler qui ils sont. Mais, tandis que... tandis que les jeunes se sentent plutôt
- 5 confinés. Donc, il y a toujours cette expérience que l'on sait qui l'on est, mais on n'a pas
- 6 le droit de le dire.
- 7 Et ça, ça mène aussi à la possibilité de vivre des relations
- 8 abusives, quand vous êtes... quand ce sont des relations dans le placard. Et aussi les
- 9 services de soutien qui existent dans les comm...communautés rurales ne sont pas
- équipées pour traiter des relations abusives des personnes LGTBQ. Et aussi, donc,
- parfois, on... on dit : Ben bon, alors ça c'est (inintelligible) défis qui se livrent le combat
- et... et ils ne voient pas ça comme une relation abusive, avec un abus de pouvoir. Et
- même la légitimité des relations.
- Je voudrais aussi dire qu'il y a encore une population d'hommes
- qui ont... qui font l'amour avec des hommes, et qui ne se disent pas des gays. Ils se
- disent straights, hétéros, mais ils ont quand même des relations sexuelles avec des
- hommes. Et ils ont, donc, ce... ce sens intériorisé de l'homophobie. Ils ne se
- reconnaissent même pas comme faisant partie de cette communauté. Donc, il y a tous
- ces blocages qui existent dans notre système, qui empêche ma communauté d'être
- 20 reconnue, desservie de manière respectueuse et appropriée.
- 21 **Dre EMMA CUNLIFFE**: Merci beaucoup d'avoir présenté ces
- remarques, Madonna. J'ai une autre question pour vous. Je sais que vous trav... votre
- travail comprend le travail avec des membres bispirituels de la communauté Mi'kmaw
- 24 au Cap-Breton, et j'ai compris qu'ils vous ont demandé de présenter quelques
- remarques à leur sujet. Qu'est-ce qu'ils vous ont demandé de présenter?
- 26 MME MADONNA DOUCETTE : Je travaille beaucoup avec le
- secondaire à Eskasoni, donc je suis une alliée forte de la communauté Mi'kmaw, dans
- Onamag, et on m'a demandé de... de rappeler la Commission, rappeler à la

- 1 Commission la violence contre les femmes, faite aux femmes et aux filles autochtones
- et aussi la violence intergénérationnelle avec laquelle on est encore aux prises, et cela
- est... l'homophobie n'est... et la transphobie ne font... ne sont pas des éléments de
- base de l'identité autochtone. Ça fait... ça, ça découle de la colonisation. Donc, ils
- 5 cherchent des voies vers des croyances plus traditionnelles où une personne
- 6 bispirituelle traditionnellement, était... avait un statut élevé. Et cette personne avait été
- 5 bénie par le Créateur, avec un esprit mâle et un esprit femelle.
- 8 Mais à cause de la colonisation, et les perspectives occidentales et
- 9 chrétiennes, ils ont été façonnés par ces influences. Et maintenant, il y a beaucoup de
- honte et de... et de pression sur cette question. Donc, Eskasoni est un excellent
- exemple d'une communauté autochtone qui a fait des bonds depuis 10 ans, pour se
- di... se défaire de ces opinions, de leur... de leur culture. Mais c'est encore très
- profond, Il y a beaucoup de violence, d'abus sexuel dans cette communauté. Il n'y a
- pas toujours un moyen sécuritaire de... men... de parler de ces actes de violence. Le
- fardeau qu'ils portent est tellement lourd et le système n'est pas là pour arriver à
- comprendre l'étendue des circonstances qui les entourent.
- Dre EMMA CUNLIFFE: Merci d'avoir partagé ce message-là et
- veuillez bien signaler nos remerciements à la collectivité Eskasoni, qu'il a partagé avec
- 19 vous.
- 20 Pour les raisons que Karen vient d'expliquer, les inégalités d'accès
- à des services sociaux et des infrastructures, on pourrait dire qu'ils augmentent entre
- les collectivités rurales et urbaines. Les déterminations sociales de santé vont bien au-
- delà de l'accès aux services de santé dans les collectivités rurales, pour comprendre la
- stabilité économique, l'éducation, les connexions communautaires, les logements,
- 25 l'alimentation et les infrastructures communautaires.
- Ces déterminants ont un impact sur le bien-être de la collectivité et
- sont rattachés à la politique sociale. Voici dans l'ensemble des documents
- d'aujourd'hui, nous avons inclus les rapports 2020 sur la pauvreté chez les enfants et

- les familles dont vous êtes la co-rédactrice. Cela indique que la circonscription de
- 2 Sydney-Victoria a un taux de pauvreté infantile de 36,6 % et cinq circonscriptions
- rurales autres Cape-Breton, Canso, Cumberland, Colchester, Central Nova, Halifax et
- 4 West Nova ont des taux qui sont représentés par le plus haut quantile des taux de
- 5 pauvreté infantile au niveau national.

- Qu'est-ce qui fait que la pauvreté infantile en Nouvelle-Écosse
- 7 existe et qu'est-ce qu'on peut faire pour aborder le problème ?
- 8 **Dre LESLEY FRANK:** Il y a des pièges systémiques et des
- 9 parcours systémiques associés à cela. Ce que l'on sait au niveau des données, il y a
- différentes sources de données, certaines sont sur une base annuelle et certaines sont
- à tous les quatre ans avec le recensement. Malheureusement, nous avons également
- des données désagrégées en matière de qui est pauvre lorsque nous avons les
- données du recensement et là, on peut approfondir nos recherches. On sait qu'en
- 14 fonction du recensement, que la pauvreté est racisée, c'est genré et c'est enraciné dans
- les relations coloniales dans cette province et à travers le Canada. Et le taux de
- pauvreté varie énormément dans la Nouvelle-Écosse, en Nouvelle-Écosse.
- Nous savons que surtout, en regardant les données des
- contribuables, on peut faire cela de façon manuelle. Le contribuable ne dit pas grand-
- chose au sujet du contribuable, nous complétons toujours toutes nos déclarations
- d'impôt et nous savons les renseignements que nous fournissons, mais on peut faire
- une carte géographique en fonction des codes postaux et même les codes postaux
- ruraux dans le bulletin sur la pauvreté infantile, on fournit des données sur la
- 23 géographie qui nous permet de voir là où sont les taux de pauvreté infantile les plus
- 24 élevés et les plus bas. Ça peut passer de 3 % à 70 % dans certaines zones
- 25 géographiques qui sont considérées à faible revenu. Alors, vivre dans des familles où le
- revenu est en dessous d'un certain seuil, mais nous ne savons pas grand-chose au
- sujet de qui ils sont. Mais on peut estimer en fonction de ce qu'on sait au sujet des
- 28 éléments démographiques de ces zones-là, en fonction des données fondées sur le

recensement.

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Alors lorsqu'on superpose cela, on voit que les taux de pauvreté les plus élevés sont dans des communautés racisées. Par exemple, un des plus grands facteurs des taux élevés, rappelez-vous que c'est une géographie par code postal, ce n'est pas le nom d'une collectivité, mais dans les zones postales qui comprennent des premières nations, des réserves de premières nations, on voit des taux de pauvreté infantile plutôt élevés, on voit des taux de pauvreté infantile élevés à North Preston, par exemple. Voilà quelques exemples. Il s'agit de taux, hauts taux de pauvreté infantiles dans les régions urbaines et rurales. Il s'agit de collectivités qui peuvent être proches les unes des autres. Si on s'approfondit dans les données sur les codes postaux de la région métropolitaine d'Halifax, on voit une énorme différence en matière des taux de pauvreté dans la collectivité l'une à côté de l'autre. Dans la région municipale d'Halifax. C'est à la fois un enjeu rural et urbain, alors bien sûr, les résultats sont différents, selon là où nous vivons, cela fait intersection avec ce que nous discutons au sujet d'accès aux services publics. Je dirais que l'on comprend mal que c'est moins cher de vivre en milieu rural. Peut-être que le logement est moins cher, mais peut-être que le logement est de moins bonne qualité. Ca coûte plus... la nourriture coûte plus dans les milieux ruraux à l'effet qu'on produit de la nourriture localement. Les revenus sont plus bas, on a moins accès à la garde d'enfants. Alors les conséquences de la pauvreté infantile sont différentes en milieu rural, et si on superpose de cela les inégalités d'intersection qui pilote tout cela, et l'un des éléments principaux que je voudrais bien souligner, c'est l'inégalité des genres. Plus de 50 % des enfants qui vivent dans les familles monoparentales, surtout menées par des femmes, sont en dessous du seuil de faible revenu après l'imposition. Ce n'est pas juste une question de structure familiale, c'est

la garde des enfants. C'est genré, c'est racisé, c'est à la fois urbain, c'est à la fois rural et c'est profondément enraciné dans des relations coloniales.

une question de qui mène ces familles-là et qui fait le travail, et qui soigne les... qui fait

Dre EMMA CUNLIFFE: Merci. Une des conséquences de la 1 pauvreté, c'est l'insécurité alimentaire. Je sais que votre recherche est centrée sur 2 l'insécurité alimentaire chez les jeunes et leurs mères, chez les tout-petits et leurs 3 mères. Qu'est-ce qui pilote... qu'est-ce qui... l'insécurité alimentaire en milieu rural et 4 comment est-ce qu'on cherche à aborder le problème. 5 Dre LESLEY FRANK: Vous aurez peut-être à répéter la dernière 6 moitié de la question, mais je peux commencer. Ce qui pilote l'insécurité alimentaire, 7 c'est fondé sur le revenu. C'est comme ça que l'on mesure cela au Canada, c'est le 8 9 résultat de limites financières. Ce n'est pas la même chose que la pauvreté, mais c'est rattaché à la pauvreté. Et de plusieurs façons, l'insécurité alimentaire est une plus 10 forte... est un marqueur plus élevé de la dépravation que le revenu. Si on n'arrive pas à 11 mettre de la nourriture sur la table dans les familles, on a accédé à toutes les 12 possibilités, on en a plus. On accède à nos cartes de crédit, on a été à la banque 13 alimentaire. L'insécurité alimentaire comme marqueur sont les démonstrations de 14 dépravation matérielles. 15 16 **Dre EMMA CUNLIFFE:** Merci bien Lesley. Deuxième partie de la question, c'est comment est-ce que ceux qui vivent l'insécurité alimentaire cherchent à 17 aborder ce défi-là? 18 **Dre LESLEY FRANK:** Oui, on croit souvent qu'on a bien... on est 19 arrivé à une solution avec un système de charité, d'œuvres caritatives alimentaires. Le 20 Canada n'a pas développé de politiques directement rattachées à aborder l'insécurité 21 22 alimentaire. On a laissé cela à ces... il s'agit d'organisations communautaires menées par des bénévoles avec une population vieillissante qui fait le travail. Avec le coût de 23 24 l'alimentation actuel, les organisations alimentaires ont tellement de difficulté pour soutenir les gens qui cherchent à accéder à la nourriture. C'est ce que j'entends de mes 25 amis dans les ressources familiales à travers la Nouvelle-Écosse en ce moment. Mais 26 27 c'est très intéressant quand même, seulement 20 % de personnes qui vivent en milieu... en insécurité alimentaire accèdent à des œuvres caritatives alimentaires. Ce 28

- n'est pas un bon indicateur du problème. Le problème va au-delà de cela. On n'a pas
- 2 utilisé les statistiques des banques alimentaires pour arriver à comprendre, à saisir le
- problème. Les familles sont plus susceptibles, et les individus sont plus susceptibles, et
- 4 les personnes qui vivent seules sont vraiment beaucoup touchées par cela, elles ont
- 5 moins accès à des transferts de la part du gouvernement, mais d'habitude le premier
- 6 mécanisme d'adaptation, disons, serait d'emprunter de l'argent ou d'obtenir de la
- 7 nourriture des amis ou des membres de la famille, ou de rester avec des membres de la
- 8 famille pendant un certain temps parce qu'on est préoccupé de ne pas avoir assez de
- 9 nourriture avant la fin du mois.

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

D'habitude, lorsqu'on saisit les statistiques sur l'insécurité alimentaire infantile, on sait que la famille est vraiment dans un profond état d'insécurité alimentaire. On va de marginal à modéré à grave en matière d'insécurité alimentaire. Quand les gens disent qu'ils limitent la taille des repas des enfants ou qu'ils sautent des repas pour les enfants, on sait qu'il y a une énorme insécurité alimentaire, parce que les parents vont protéger les enfants et ne vont souvent pas manger eux-mêmes comme première ligne de défense. Emprunter de l'argent, rester avec des membres de la famille, utiliser des cartes de crédit, utiliser d'autres sources d'argent et en fait, partager de la nourriture entre les personnes, si on a des ressources pour le faire et aller en ligne pour trouver de la nourriture. Notamment pour les tout-petits, par l'entremise de Kijiji et Facebook Marketplace et d'autres plateformes des réseaux sociaux où les gens partagent ou troquent et vendent et cherchent, et de façon désespérée demandent de telles ressources alimentaires.

Dre EMMA CUNLIFFE: Madonna, c'est à vous s'il vous plait.

MME MADONNA DOUCETTE: Dans mon travail, je ne suis pas
une universitaire, mes aperçus c'est en fonction de mon vécu, mais je vais quand
même ajouter certaines choses sur l'insécurité alimentaire. Tout d'abord comme
fournisseur de services de première ligne dans les collectivités rurales, peu importe
notre mandat, on connait toujours des panses vides. C'est un des éléments invisibles

- de notre travail. Mon mandat, c'est de faire que la province soit un milieu plus heureux
- pour les enfants 2SLGBTQ+. Mais je leur donne à manger aussi quand ils cherchent à
- accéder à un service, parce qu'ils ont faim. Quand on cherche conseil de tous les
- 4 organismes qui cherchent à combler les écarts ici, la notion, le budget alimentaire le
- 5 plus élevé que les gens se rendent compte, c'est du gros bon sens qu'on ne peut pas
- 6 fournir un seul besoin quand la personne dit qu'ils ont faim, on doit les nourrir.

7 Le sexe pour la survie est bien plus commun dans les collectivités

rurales que les gens se rendent compte. Il y a des gens qui ont du pouvoir et ils utilisent

9 le pouvoir pour obtenir ce dont ils ont besoin et ce qu'ils veulent parfois c'est un corps.

Alors il y a beaucoup, plusieurs gens qui dépendent pour leur survie et la seule chose

qu'ils ont à troquer pour leur nourriture ou leur abri, c'est leur corps. Alors le travail

sexuel, c'est un aspect invisible qu'on ne considère pas dans les collectivités rurales.

On pense que le travail à caractères sexuel est échangé sur un coin de rue, mais ça

peut être quelqu'un qui marche à travers un champ qui font ce qu'ils doivent faire pour

obtenir de la nourriture pour leur famille.

subvenir à leurs besoins.

13

14

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

La qualité des aliments disponibles dans les banques alimentaires, ce n'est pas plutôt honteux, mais il y a un autre élément, la pauvreté intergénérationnelle implique souvent la perte de capacité, la compétence notamment à comment préparer des aliments dans leur... complet. Alors c'est une des situations difficiles, parce que les éléments fournis dans les banques alimentaires, c'est hautement traité au niveau glucides, alors ça donne lieu au gain de poids même si on est pauvre. Mais lorsqu'on donne des ingrédients qu'on doit cuisiner, les gens qui reçoivent les ingrédients n'ont peut-être plus la capacité de préparer cette nourriture-là dans la cuisine, alors il y une brisure systémique pour comment fournir des sources d'alimentations de grande qualité. On doit équiper ces gens-là afin qu'ils puissent mieux

Dre EMMA CUNLIFFE: Merci bien d'avoir partagé vos aperçus en fonction de votre travail. Marilyn, je suis également consciente que les fournisseurs des

- soins dans les foyers, quand ils rentrent dans les maisons, ils voient l'impact des formes
- de pauvreté que Madonna et Lesley ont décrit, viennent de décrire. Pouvez-vous
- partager quelques-unes de vos réflexions sur les rôles des fournisseurs de foins dans
- 4 les foyers dans ce contexte-là?
- 5 **Dre MARILYN MacDONALD:** Pouvez-vous répéter la question, s'il
- 6 vous plait Emma?
- 7 **Dre EMMA CUNLIFFE:** Oui, bien sûr. Quel aperçu, en fonction de
- 8 votre recherche ou de votre travail comme fournisseur de soins dans les foyers et
- 9 d'infirmière de la santé publique, qu'est-ce que vous voyez en matière de l'impact de
- 10 l'insécurité alimentaire dans les milieux ruraux ?
- Dre MARILYN MacDONALD: Lorsque je songe à mes expériences
- en matière de prodiguer les soins dans les foyers, également comme infirmière de la
- santé publique, absolument, il y a plusieurs situations. Nous rencontrons cela souvent
- et heureusement, les autres agences qui existent dans la collectivité, en fait le nombre
- et le niveau d'organisation de tous les services rattachés, comme faisait référence
- Madonna, c'est la collectivité pense à un réseau de services comme quoi, lorsque je
- songe où lorsque les pourcentages sont plus élevés, la première chose qui me passe
- par l'esprit c'est, je me demande quels sont les soutiens qui existent dans cette
- collectivité-là, dans son ensemble. On peut être une collectivité rurale hautement
- organisée avec des hauts niveaux de bénévolat et la collectivité est automatiquement...
- 21 ça va mieux en vertu de cela.
- Mais si l'opposé se produit, j'ai travaillé dans les deux
- circonstances où on savait qu'on rentrait dans une situation de soins prodigués dans le
- foyer après plusieurs visites, on avait une notion de là où il y avait des besoins et des
- 25 écarts. Si on est infirmière dans cette situation-là, peu importe, rentrer dans la maison,
- on a besoin de savoir qu'est-ce qui est disponible dans les collectivités primes et là
- 27 pouvoir faire correspondre ce qui existe aux sources d'aide possible. La confiance, et
- c'est un élément essentiel, quand je rentre dans une situation familiale, ils ne me fient

pas d'emblée, alors il faut élaborer le niveau de confiance, le bâtir et là, lorsqu'on voit

un besoin et on peut dire à un individu ou à une famille au sujet d'un service, mais ça

ne signifie pas de façon automatique qu'ils vont y accéder. Moi, ça m'a déjà pris des

4 mois, des semaines, des mois, afin de pouvoir faire qu'une collectivité soit rattachée à

5 un service, pour toutes les raisons que Madonna vient de discuter. On porte des

6 jugements sur les gens qui accèdent à certains services, ou s'ils acceptent certains

7 services. Alors les gens, ils se demandent est-ce qu'il y a une conséquence, est-ce qu'il

y a quelque chose qui est rattaché à ceci ? Si je dis oui, qu'est-ce qui va s'ensuivre ? Ils

ont probablement eu des expériences très négatives auparavant.

Alors pour moi, la chance d'avoir un ensemble de services est plus... on est plus susceptible de les avoir qu'en collectivité rurale. Mais dans les collectivités rurales, j'ai visité un individu dans une collectivité rurale il n'y a pas longtemps et cet individu-là avait été... avait joué de l'orgue dans plusieurs églises dans ces collectivités-là et les collectivités avoisinantes et là ils sont tombés malades, ils ont été confinés à leur chez eux. C'était incroyable, comment cette collectivité-là s'est ralliée autour de lui, parce qu'ils connaissaient cette personne-là. Et cette personne-là les connaissait. Alors automatiquement la personne a accepté l'aide qu'il a reçue et le rétablissement de cette personne-là, les gens étaient... trouvaient ça incroyable. Cette personne-là était tellement malade et ils avaient énormément de besoins. Cet individu-là vivait seul, mais la façon que tout le monde s'est rallié autour de cette personne-là dans la situation, c'était vraiment incroyable.

Lorsqu'on songe à tous les éléments qui interviennent, quand je songe aux propos de Madonna et Lesley, ce n'est pas une seule façon que les choses sont, chaque situation est individuelle, présente ses forces et ses vulnérabilités et déterminer cela et faire correspondre des éléments là où on en a besoin, c'est tellement invisible – le travail est tellement invisible qu'il faut, pour établir les appareillements et soutenir les situations. Dans ce sens-là, il y a des situations où l'autre chose... et l'autre aspect, ce sont, bon, les fournisseurs de soins, les aidants naturels non rémunérés; ils

- peuvent devenir le client ou le patient eux-mêmes parce qu'un moment donné, ils
- deviennent... ils ont besoin de services aussi. Dans certaines collectivités, quand on
- évalue le client, on va aussi évaluer l'aidant naturel afin d'assurer que cette personne...
- 4 voir à quel point, quel est le niveau de bien-être de cette personne et comment est-ce
- 5 qu'il va... est-ce que cela va durer. Parce que si cette personne s'effondre, alors tout
- 6 s'effondre.
- 7 **Dre EMMA CUNLIFFE**: Lesley, on a parlé du fait que la méthode
- 8 de livraison des services alimentaires a changé suite à la pandémie et aussi, suite à
- 9 d'autres aspects. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire des tentatives du gouvernement
- pour répondre à ce besoin?
- Dre LESLEY FRANK : Au début de la pandémie, on a vu que les
- organisations communautaires et le secteur des ressources familiales se sont
- rassemblés pour soutenir leurs clients habituels, qui n'arrivaient plus... qui ne pouvaient
- plus venir eux-mêmes, ils ne pouvaient pas se présenter pour obtenir les aliments dont
- ils avaient besoin. Donc, ils se sont mobilisés avec les banques alimentaires.
- 16 Et pour la première fois de l'histoire, le gouvernement fédéral –
- 17 n'importe quel gouvernement a investi dans ce travail : financer les banques
- alimentaires et les autres organisations communautaires. Ce n'était probablement pas
- beaucoup d'argent par personne, mais c'était la première fois que les gouvernements
- 20 décidaient d'appuyer la bienfaisance alimentaire.
- Mais on sait, par contre, selon les études, que la bienfaisance
- 22 alimentaire ne représente pas une réponse adéquate à l'insécurité alimentaire. Par
- contre, ce que mes collègues qui font ce travail me disent, c'est qu'ils reçoivent de plus
- en plus d'appels de nouveaux clients et que le besoin est accru même en dehors du
- confinement. Avec l'inflation alimentaire surtout, mais l'inflation générale, donc un
- secteur qui offrait toutes sortes de soutiens à l'époque par exemple, les groupes
- 27 d'entraide des parents, des groupes de jeu pour les enfants, des colonies de vacances
- 28 l'été a dû effectuer un virage et utilisent une bonne partie de son temps, de son

- énergie, de ses ressources pour fournir de l'alimentation aux gens par le biais du
- 2 numéro 2-1-1, qui est un numéro qui permet aux gens de répondre à leurs besoins. Ce
- n'est plus que les familles avec les enfants on va au-delà du mandat d'origine pour,
- 4 par exemple, nourrir les ainés, les personnes vivant seules.
- 5 Et ça a changé, donc, dans une certaine mesure, la nature de leur
- travail. Donc, cela veut dire qu'ils peuvent probablement faire moins, offrir moins des
- 7 autres services.
- 8 **Dre EMMA CUNLIFFE**: Et Lesley, est-ce que vous pouvez
- 9 expliquer quels sont les centres de ressources familiales et quel rôle traditionnel est-ce
- 10 qu'ils ont comblé traditionnellement?
- 11 **Dre LESLEY FRANK**: Bon, les centres de ressources familiales
- existent partout en Nouvelle-Écosse. Ils ont été financés de différentes façons au début
- des années 90 par le biais de l'Agence de la santé publique du Canada. Il y avait
- donc... on a vu une nouvelle génération de centres de ressources familiales qui a vu le
- jour par le biais de deux programmes fédéraux. Mais il y avait aussi d'autres centres de
- ressources familiales financés par la province qui existent encore. Il y a un réseau de
- ces centres qui existe dans la Nouvelle-Écosse, entre autres dans les régions rurales et
- dans les villes. Mais ces centres ne couvrent... ne se trouvent pas dans toutes les
- collectivités; c'est vraiment une mosaïque de programmes.
- 20 Il se peut... il peut s'agir de livraison de boîtes de nourriture,
- 21 services prénataux, défense des droits des familles qui ont besoin d'aide pour obtenir
- des services gouvernementaux, qui ne savent pas comment naviguer dans le paysage
- assez complexe du soutien du revenu, naviguer la protection des enfants. Donc, ils font
- beaucoup de défense ou d'accompagnement des familles et aussi, ils font le plaidoyer
- de la justice sociale et la réduction de la pauvreté. Ce sont des organisations actives
- 26 dans ces domaines.
- Dre EMMA CUNLIFFE : Merci. Lesley nous a présenté un rapport
- qui a été complété récemment par le Réseau des centres de ressources familiales sur

1	les teridances des besoins des familles en Nouvelle-Ecosse qui sera depose en preuve.
2	Karen, est-ce qu'on peut vous revenir? Vous avez étudié l'impact
3	des politiques gouvernementales sur les gens ruraux. Est-ce que selon vous, est-ce
4	que les décideurs politiques comprennent les réalités structurelles dont il a été question
5	depuis le matin, ce matin?
6	Dre KAREN FOSTER : Je ne peux pas trop réfléchir aux décideurs
7	politiques individuels, mais si on regarde les politiques qui sont mises en place, je crois
8	qu'il y a des points morts, des angles morts sur les besoins des communautés rurales
9	et leur diversité. Il y a aussi un manque d'attention à la ruralité en général; on a fait de
10	la recherche récemment sur l'état de la politique rurale au Canada et il n'y en a pas
11	beaucoup, de politique explicitement qui vise explicitement les milieux ruraux. On va
12	les mentionner. Il n'y a pas beaucoup, donc, de politiques ciblées pour cibler aux
13	besoins des collectivités rurales. Bon, je m'en tiens à cela.
14	Dre EMMA CUNLIFFE : Commissaire, je vais passer à un autre
15	thème. Est-ce que ça serait le bon moment de prendre une pause?
16	COMMISSAIRE MacDONALD: Oui, merci, on va prendre une
17	pause de 15 minutes.
18	La session est suspendue à 10 h 50
19	La session est reprise à 11 h 12
20	COMMISSAIRE MacDONALD: Merci. Emma?
21	Dre EMMA CUNLIFFE : Merci bien, Monsieur et Mesdames les
22	commissaires. Alors la prochaine série de questions va explorer la prestation de
23	services limités différenciée en milieu rurale, incluant les travailleurs sociaux et le
24	soutien à la santé mentale.
25	Marilyn, si je peux commencer avec vous? Marilyn, en vous
26	inspirant de votre expérience en matière de recherche professionnelle, comment est-ce
27	que la prestation de services va tenter en quoi est-ce que c'est différent dans les
28	collectivités rurales, ce genre de tâche? Qu'est-ce que les fournisseurs de soins de

- santé font dans les collectivités rurales qui comble l'absence d'infrastructures et les
- 2 défis, notamment la dépendance dans ces collectivités?
- 3 **Dre MARILYN MacDONALD**: Bien que les soins dans les foyers
- 4 impliquent les services infirmiers parfois, les services de soutien, notamment l'aide avec
- 5 l'entretien de la maison, les soins personnels, la préparation des repas, tous ces
- 6 éléments... la disponibilité d'individus pour fournir ces soins-là, les numéros... le
- 7 nombre de gens ne comparent pas du tout à ce qui est disponible dans les milieux
- 8 urbains.

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

9 Par contre, pour revenir vers... en discutant des soutiens dans la collectivité, il est sûr que dans les collectivités rurales, c'est vraiment incroyable; s'ils 10 savent qu'un individu... si la collectivité sait que l'individu a un besoin particulier, ils vont 11 faire de leur mieux pour fournir ce service-là parce qu'ils pensent que c'est ce qu'il faut 12 faire. Quand je songe à des services professionnels, notamment les soins infirmiers, je 13 crois, je sais selon mon vécu que nous avons...où on s'est beaucoup trop fié à l'autre 14 personne dans le foyer pour changer les pansements, disons – toute une gamme... 15 peut-être changer les chaussettes de soutien. Ce que les gens ont pu faire pour 16

soutenir les gens à la maison, ça a été vraiment incroyable.

L'autre élément, si on habite dans une collectivité rurale et disons, pendant l'hiver, il y a de la glace ou de la neige et pour chercher à accéder à un individu donné, la chance que la route est ouverte, tout d'abord, le fait qu'on ouvre la route de façon rapide et qu'il y ait l'épandage de sel et tout ça... en fait, on préparait les familles de faire... de subvenir à leurs besoins afin qu'ils s'attendent... que cela ne s'applique pas forcément dans une zone urbaine parce que la chance de pouvoir accéder à une résidence, c'est vrai que ça pourrait être retardé un peu, mais pas de façon excessive.

Je pense vraiment que nos attentes de ce que ces individus-là font, on peut le considérer de deux différentes façons : ils veulent être à la maison, alors ils assument beaucoup de responsabilités – on pourrait dire de bon gré, mais la volonté, c'est un compromis afin qu'ils puissent vivre et faire ce qu'ils peuvent là où ils vivent.

- 1 Mais on doit être... garder à l'esprit à tout moment qu'on ne prend pas avantage des
- 2 gens dans certaines situations-ci.
- 3 **Dre EMMA CUNLIFFE**: C'est bien. Robin, l'un des articles dans
- 4 l'ensemble des arguments de la table ronde indique que 80 % des services de
- 5 pompiers au Canada sont livrés par des bénévoles. Comment est-ce que les
- 6 collectivités qui se fient sur les services d'incendie volontaires, comment est-ce qu'on
- 7 les finance et comment est-ce qu'on les supporte? Quels sont les défis présentés par la
- population rurale vieillissante, l'exode de la population et le nombre de résidents ruraux,
- 9 d'âge de travail qui voyagent vers les villes aux collectivités pour l'employeur
- 10 rémunéré?
- 11 Mme ROBIN CAMPBELL : En Nouvelle-Écosse, en fait, les
- chiffres sont davantage près de 90 %. L'un des grands défis en milieu rural, c'est le
- recrutement et la rétention, afin de garder les gens qui font du bénévolat. C'est sur
- plusieurs secteurs de bénévoles, pas uniquement les pompiers bénévoles. Mais quand
- on considère les pompiers bénévoles, on sait que c'est une population vieillissante.
- Quand j'ai fait ma recherche, je faisais des entretiens avec des gens qui ont fait partie
- du service d'incendie depuis 25, 30, 40 ans. Il faut que les plus jeunes viennent se
- porter bénévoles et comment est-ce qu'on fait quand on sait qu'il y a des défis associés
- 19 aux plus jeunes pompiers?
- Le fait d'accomplir bénévole, c'est quelque chose dans notre temps
- libre, à l'extérieur de nos autres fonctions c'est à l'extérieur de notre vie de tous les
- jours. Lorsqu'on est... qu'on pourrait répondre 24 heures sur 24 pour intervenir pour
- des urgences ou pour fournir des services à la communauté, cela crée une interférence
- 24 avec votre source de rémunération. Alors, si vous devez guitter le travail, ca ressemble
- à quoi? Est-ce que votre employeur soutient vos efforts à cet égard? Est-ce que je vais
- 26 me faire payer ou je vais prendre mon revenu journalier quotidien pour intervenir dans
- ces urgences-là? Si vous êtes un propriétaire d'entreprise ou un fermier, ça ressemble
- 28 à quoi si vous quittez pour livrer les services? Et pour les plus jeunes, c'est quoi le bon

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

- nombre d'heures que je dois contribuer? Quand j'étais pompière bénévole, c'était 25 à
- 2 30 heures par semaine pour intervenir dans les évènements, les prélèvements de
- 3 fonds, le travail de comité, tout ce qui va au-delà de ça.

4 Qu'on songe aux autres choses de nos vies et là, les familles, alors

5 pour les personnes plus jeunes, si on a des familles, qu'est-ce qu'on fait avec les

enfants quand on doit intervenir dans le cas d'un incident? Est-ce qu'on les dépose à la

7 caserne des pompiers, on intervient à l'appel et on attend que d'autres membres de la

famille viennent le temps que les autres pompiers les gardent? 24 heures sur 24, je dois

intervenir au milieu de la nuit, je laisse ma famille et là, je dois intervenir à un incendie

de maison à 3 heures du matin et là, je dois me rendre au travail le matin.

Alors, au niveau de l'engagement en matière de temps, peut-être que comme personne plus jeune, oui, je veux faire du bénévolat, mais avec tous les éléments, ça peut causer énormément de défis. Ce n'est pas une question de « est-ce que je veux », mais c'est plutôt une question de « est-ce que je peux ». Et cela peut poser beaucoup de défis avec une population vieillissante; ça a tendance à poser moins de défis au niveau de ce que je viens de mentionner à cet égard-là.

Alors, la rétention et le recrutement peuvent être des défis de taille dans une collectivité rurale et associé à cela, plusieurs pompiers, quand on parle de travailleurs rémunérés, ce sont des intervenants à double... qui interviennent doublement. Ce sont des paramédicaux, ce sont des infirmiers et les conséquences d'intervenir dans les urgences, dans tous les aspects de sa vie, ça peut poser défi.

Également, le travail par quart de travail; également, on a des pompiers bénévoles aussi jeunes que 14 ans. Alors, ils cherchent à arriver de façon de combler des besoins de rétention et de recrutement; on les appelle les pompiers junior. On les fait intervenir quand ils sont plus jeunes – ils n'interviennent pas forcément en cas d'urgence. Ils font de la formation, ils apprennent au sujet de ce que c'est être pompier. On espère que quand ils auront 18 et 19, qu'ils vont se joindre à la brigade comme membre à part entière.

1	L'autre élément que je voudrais mentionner au niveau de la ruralité,
2	en ce qui a trait aux pompiers bénévoles qui peut poser problème, c'est lorsque notre
3	travail nous fait sortir de la collectivité. Alors, disons qu'on doit se rendre à un centre
4	urbain pour faire notre travail rémunéré ou doit laisser la province pour faire le travail;
5	alors, on cherche à aider la collectivité, intervenir à des événements pendant le jour
6	peut être très difficile aussi. Et là, avec nos collectivités tricotées serrées en milieu rural,
7	tout le monde se connait et parfois il est difficile pour un pompier d'aller répondre à un
8	incident où vous connaissez les gens, ça peut créer plus de stress que si vous ne
9	connaissez pas ces gens. Mais aussi, ça peut être très réconfortant pour les victimes de
10	ces incidents et sinistrés. C'est toujours, bon, je connais cette personne qui arrive,
11	l'intervenant, ça peut réconforter les gens.
12	Dre EMMA CUNLIFFE: Commissaires, je ne veux pas interrompre
13	le débit de la conversation, mais je pense qu'il y a quelqu'un qui il y a un certain bruit
14	qui perturbe, cela rend difficile l'écoute des procédures. Peut-on faire une petite pause,
15	observer une petite pause pour essayer de régler ce problème de bruit?
16	COMMISSAIRE MacDONALD: Peut-être un problème du système
17	de climatisation? Et de chauffage?
18	Dre EMMA CUNLIFFE: Apparemment, on ne peut pas changer ce
19	problème, c'est un problème associé avec le système d'éclairage, et donc, on ne peut
20	rien faire.
21	Donc, une dynamique, Karen, qui peut être particulièrement
22	importante dans les petites collectivités rurales est le mélange de résidents permanents
23	de la communauté et ceux qui possèdent des propriétés saisonnières ou de vacances.
24	En quoi ce mélange peut-il être un défi pour les communautés rurales et en particulier
25	pour ceux qui vivent et travaillent dans ces endroits?
26	Dre KAREN FOSTER: Alors, je pense que, bon, il y a cette
27	fluctuation entre l'hiver et l'été, ça veut dire que tout service dont la viabilité ou le
28	financement est basé sur la demande ou la disponibilité des bénévoles va donc avoir de

- la misère à se maintenir pendant 12 mois, cela aura le plus grand impact sur les gens
- qui y vivent en hiver. La même chose pour les employeurs. Il y a beaucoup de ménages
- dans les secteurs ruraux, mais une main-d'œuvre bien moins grande que ce que ce
- 4 nombre de ménages pourrait indiquer.

5 Un autre aspect, c'est l'isolement. Quand les gens quittent à droite

et à gauche pour l'hiver, donc vous avez peut-être moins de personnes qui pourraient

s'occuper de vous ou pourraient voir qu'il y a quelque chose qui tourne mal chez vous.

8 Et un autre problème, c'est les locations saisonnières, non seulement les gens qui vont

fermer le chalet pour l'hiver, mais les locations qui vont amener des personnes dans la

communauté qui ne connaissent pas la communauté, donc... et il y a... le risque est

plus grand, donc, qu'il y aura un manque de respect. Il peut y avoir... on ne sait pas s'il

y a un impact statistique sur la sécurité de ces collectivités, mais il y a quand même la

perception que plus il y a de personnes externes qui arrivent dans une petite localité et

14 plus la sécurité peut être affectée.

9

10

11

12

13

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Et au-delà de ça, les locations à court terme enlèvent le logement du marché, cela réduit les options pour les gens, les options de logement. Je dois citer un rapport de Coombs de 2020 qui a quantifié le nombre de ménages ou de maisons qui ont été enlevées du marché par ce marché de location à court terme. Cette pénurie de logements est un problème non seulement urbain, mais rural dans beaucoup de cas, et cette pénurie de logements a un impact sur la possibilité pour beaucoup de professionnels de vivre dans nos collectivités rurales. On le voit quand on essaie de recruter par exemple les médecins dans les communautés rurales.

Dre EMMA CUNLIFFE: Merci, Madonna.

Comment les limitations de la prestation de services dans les zones rurales affectent-elles les personnes LGBTQ+? Vous vous êtes référée aux difficultés rencontrées par ces personnes lorsqu'elles cherchent des services éclairés et non discriminatoires dans les environnements tels que les soins de santé, est-ce que vous pouvez parler davantage de ces difficultés?

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Mme NATALIE DOUCETTE: On dit qu'il est bien que tout le monde se connaisse dans les collectivités rurales, mais c'est une arme à double tranchant, car souvent on a l'impression que la confidentialité ne sera pas respectée lorsque l'on accède aux services. Il y a cette approche un peu... où on pourrait dire, par exemple, « imaginez qui s'est pointé à la clinique aujourd'hui? », donc il y a des gens qui ne vont pas aller à la clinique pour se faire tester pour les infections transmises sexuellement, car ils ont peur que cela va se connaitre par la bande. Et donc, il y a un manque de compréhension sur la façon d'aborder les gens ayant une expérience non normalisée, on parle donc non seulement de la communauté LGBTQ+, mais je veux aussi mentionner qu'il y a beaucoup de privilèges blancs ici à la table et que les nouveaux arrivés dans... les nouveaux arrivants dans les collectivités rurales auront peut-être des besoins qui ne seront pas compris par les fournisseurs de services, ils ne vont peut-être pas comprendre leur culture, leur situation familiale, il peut y avoir des biais structurels qui pourraient affecter les services offerts. Il faudra aussi dire un mot sur le fait d'être toujours présumé hétéro ou de ne pas avoir... ou que les gens ne comprennent pas votre genre. Il y a une sorte de discrimination aisée où on dit que c'est plutôt des blagues, mais qui pourra finalement étouffer la personne, l'empêcher de se défendre, et comprendre comment être un bon allié dans ces collectivités est souvent difficile à accomplir, car même défendre les droits de quelqu'un peut mettre une cible sur votre dos où les gens questionnent votre propre identité. Souvent, les gens vont se distancier de cette personne, s'éloigner de lui ou d'elle, et on va... et cette personne devra donc se défendre seule ou ne pas obtenir les services dont il a besoin. Il y a, par exemple, les infections transmises sexuellement, les ITS, et la capacité d'obtenir des services sans être stigmatisé est difficile. Ce n'est pas toujours facile d'obtenir ces services. On présume aussi que tout le monde a des voitures, a l'internet. J'ai fait un commentaire à une étudiante il n'y a pas longtemps, je l'ai remerciée d'avoir assisté à un évènement que j'avais préparé pour la fin de semaine et j'ai dit que

26

27

28

«j'aurais [sic] pu rester chez moi à regarder la télévision », elle a dit, « ben, nous 1 n'avons pas de télévision ». Il ne faut pas présumer que ce qui est normal pour moi est 2 normal pour vous. 3 Donc, il est aussi difficile de faire la part entre ces gagne-pains 4 traditionnels et l'internet. Pensez, par exemple, à une famille de quatrième ou 5 cinquième génération agricole ou de pêche qui découvre que leur fils est, par exemple, 6 trans. Ils vont dire « oui mais, c'est pas... ça n'arrive pas à mon fils, c'est des jeunes de 7 la ville qui ont ça », et donc... mais ces identités existent et souvent il est difficile pour 8 9 les jeunes de s'identifier comme tels et c'est une autre raison pour laquelle les gens vont quitter leur collectivité rurale. On parle de la disparition des cerveaux, et je pense 10 que c'est souvent le cas pour les queers qui vont quitter leur collectivité rurale au 11 détriment de ces collectivités parce qu'on aurait besoin justement de leurs 12 compétences, de leurs aptitudes entrepreneuriales, mais on les perd parce qu'on ne 13 veut pas respecter leurs identités. Il s'agit d'un cercle vicieux qu'il faudra arrêter. 14 Dre EMMA CUNLIFFE: Merci beaucoup. 15 16 Je vais maintenant me pencher sur la sécurité des gens qui vivent dans les collectivités rurales. La prochaine série de questions va porter sur la sécurité, 17 la santé et la sécurité du travail des différents intervenants. 18 Marilyn, parlons donc des fournisseurs de soins de services à 19 domicile. Quels sont les enjeux de santé et de sécurité du travail pour ces gens? 20 **Dre MARILYN MacDONALD:** Merci. Quand on songe aux 21 22 infirmières, on va tout de suite songer, penser à un hôpital ou une institution, le contexte institutionnel. Dans ces milieux de travail, il y a... tout est régi par des normes, donc 23 24 quand on pense à la fourniture de soins à domicile, le lieu de travail, c'est le ménage. On ne s'attendrait jamais à ce que la maison de la personne doive répondre à une

certaine norme afin d'obtenir les soins. Donc, c'est très différent comme lieu de travail.

Tout intervenant qui aide quelqu'un chez lui est un invité, et donc, c'est ce que c'est et il

faut trouver une façon de travailler avec ces gens, peu importe les conditions.

3

4

5

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Et l'autre aspect, c'est quand on se rend chez quelqu'un, on ne sait jamais. Bon, si on se rend à l'hôpital, on a toujours une attente... des attentes quant à 2 l'allure du lobby, de la salle, de la chambre du patient, et cetera, et quand on touche... mais quand on arrive chez quelqu'un et on cogne à la porte, on n'a aucune idée, c'est très différent. C'est très différent dans le monde des soins à domicile. Donc, quels enjeux y a-t-il? Bon, si vous ne connaissez pas le 7 client ou la cliente, vous... généralement, vous vous rendez chez lui en véhicule, cela fait partie de votre jour de travail. Et aussi il y a les saisons. Même si on les adore toutes les quatre, ces saisons nous offrent des défis en tant qu'infirmière qui travaille dans les soins à domicile, et tout le monde qui fait mon... qui offre les mêmes services doit offrir les services, peu importe la météo. Les gens vont dire, « bon, bien, là, j'espère que vous n'allez pas vous rendre chez lui aujourd'hui », on ne peut pas le faire, on ne peut pas se le permettre. Ces gens vont toujours penser à la personne qui reçoit et qui a besoin de ces soins et qui s'y attend, et même si on va essayer de faire des plans de rechange afin de répondre à la météo, ça ne marche pas toujours. Certains besoins sont là, même peu importe la météo, et parfois, bon, il y a quelqu'un chez le client qui peut offrir le service à votre place, mais si ce n'est pas possible... alors, j'ai vu maintes fois que la personne va... que le fournisseur de services va prendre des risques pour se rendre chez le ou la cliente – par exemple, va donc devoir naviguer des routes non déblayées ou non salées – parce qu'ils comprennent que la personne a un besoin. Ils ne peuvent pas tout simplement dire « bon, bien, je n'y vais pas », ils vont essayer de trouver quelque chose s'il ne peuvent pas s'y rendre, peut-être qu'ils connaissent

Quand je songe aux infirmières, nous avons quand même un code de déontologie, on ne peut pas abandonner un patient. Moi, je sais très bien, et moi-

quelque... avec leur véhicule, peut-être qu'ils connaissent quelqu'un qui a un véhicule

qu'ils pourraient appeler ces gens et leur dire « ben, il faut que je me rende à tel

endroit » et ils vont donc faire cela pour eux.

approprié ou peut-être que s'ils ont un lien à la police ou aux pompiers locaux, peut-être

même personnellement et d'autres avec lesquels j'ai travaillé... avec qui j'ai travaillé ont

2 livré ces services, peu importe les conditions. Je l'ai vu à maintes reprises.

Dre EMMA CUNLIFFE: Lesley, votre recherche et votre expérience avant avoir travaillé comme chercheuse comprenaient la coordination de la fourniture des soins pré et postnataux. Qu'est-ce que vous avez appris de ce travail sur ce qui arrive aux femmes et aux mères de famille et aux enfants quand les soins ne sont pas disponibles dans la communauté ou pas facilement?

Dre LESLEY FRANK: Parlons d'abord des mères. Moi, je pense que je ferai écho aux défis que vous avez expliqués sur les défis des fournitures des services, mais l'un des défis souvent oubliés est la peur des services expérimentés par les familles. Par exemple, les nouvelles mères qui ont leur premier enfant, qui vivent dans la pauvreté, sachant qu'ils n'ont pas assez d'argent pour nourrir leur famille parce que c'est des gens qui vivent avec la sécurité du revenu, peuvent ne pas avoir assez d'argent pour nourrir leur famille est aussi l'un des critères de la négligence dans la *Loi sur les services familiaux et aux enfants.* Donc, la même Loi qui crée ces niveaux est aussi... ou crée ces obligations est aussi le ministère qui établit les niveaux de sécurité du revenu si faibles qu'il est difficile d'atteindre ces critères. Donc, parfois, s'il fallait vraiment acheter un régime alimentaire nutritif, on serait dans le rouge tout le temps.

Donc, il y a beaucoup de peur face à la protection des enfants. Ils savent... elles savent qu'elles pourraient perdre l'enfant et elles pourraient être stigmatisées pour être pauvres, et donc, cela crée une barrière aux fournisseurs de services qui essaient d'offrir du soutien aux familles, mais qui sont toujours classés comme des gens dont on doit avoir peur. Alors, l'isolement social et ces peurs véritables font que les familles sont encore à plus grand risque en fonction... malgré les ressources qui puissent être disponibles, et travailler dans le milieu rural en tant que prestataires de ce genre de services, je dirais également que, oui, ils essayent d'être un peu tout et de résoudre toute une gamme de besoins : le transport, alimentaire, garde d'enfants, faire conduire les gens à l'épicerie, à la banque alimentaire pour obtenir ce

- dont on a besoin pour notre nouveau bébé. Alors, le fait de vivre dans un état de
- 2 pauvreté, ça donne lieu à des... une préoccupation de sécurité en soi et pour ceux qui
- cherchent à fournir des services, il y a d'énormes distances en fait de travail de
- 4 sensibilisation et de proximité. Moi, j'étais moi-même travailleuse de proximité et j'ai
- 5 conduit d'énormes distances pour me rendre au logement des familles et le logement,
- 6 c'est le milieu de travail. La voiture est le milieu de travail et votre maison, c'est là où
- 7 vous répondez au téléphone constamment n'importe quand parce que les familles en
- 8 état de crise, elles ont créé un lien avec vous. Alors, vous êtes la seule personne en qui
- 9 elles ont confiance.

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Alors, il y a beaucoup de stress lié, associé aux fournisseurs de services. On sent qu'on doit être un peu tout pour tout le monde et se déplacer sur des routes non déblayées, les gens ont besoin de services l'hiver et l'été et la Nouvelle-Écosse rurale, en ce qui a trait aux conditions de route, en plus des conditions météorologiques, cela représente certainement un problème.

Pour revenir à une discussion ultérieure... antérieure, plutôt, la notion de voyager vers des services : on conduit pour chercher des gens qui n'ont pas besoin, qui n'ont pas accès à un véhicule. Quand moi je faisais ce travail-ci, ça faisait pas mal longtemps; il n'y avait pas de téléphone, alors même le simple fait d'établir un rendez-vous, c'était tout un défi.

Par exemple, j'ai réussi à rentrer par effraction, en quelque sorte, dans une maison, dans le logement d'une famille pour leur parler la première fois. Ils étaient très nerveux; c'était une femme Afro-Néo-Écossaise avec une déficience intellectuelle qui était huit mois enceinte, qui n'avait pas encore vu un médecin de famille. Elle n'avait pas de téléphone, elle était seule. Sa mère essayait qu'elle se rende au médecin. Je vais vous raconter l'histoire parce que ça indique... c'est un exemple d'isolement social et des inégalités aggravantes sociales. Elle a pu avoir un médecin de famille, un omnipraticien, c'était bien – alors, je suis allée avec elle dans la salle et le médecin était plutôt fâché avec elle de ne pas être venue avant cela et elle avait

- beaucoup peur. Il y a eu des problèmes, c'est-à-dire qu'il y avait des complications
- 2 médicales et elle a eu son enfant ce jour-là. L'enfant... le bébé était en état de détresse.
- Je songe souvent à ce qui se serait produit cette journée-là si je n'avais pas pu rentrer
- 4 dans la porte. C'était une femme qui avait vraiment, vraiment peur des prestataires de
- 5 services.
- Ca, il s'agit d'une réussite, mais je crains à quel point on rate ces
- 7 gens-là. Et en voyageant jusqu'à la ville, ça prend toute la journée du prestataire de
- 8 services. La possibilité de rater ces gens-là... en fait, ça augmente cette possibilité-là. il
- 9 s'agit de services essentiels que nous avons normalisé la négligence rurale, à la fois
- chez les personnes ruraux (sic) et les personnes urbaines. On a normalisé cette
- négligence. Non, vous, vous avez déménagé là-bas et vous avez fait la décision
- d'habiter dans un milieu éloigné et ainsi, vous n'avez pas droit à des services
- 13 essentiels.
- Je ne sais pas c'est quoi mon point final à cet égard, mais souvent,
- les mères m'ont dit : si elles avaient un médecin, si elles avaient accès à un service là
- où elles vivaient... ah, ça va mieux ici que d'autres personnes qui habitent encore, de
- façon encore plus éloignée. On disait souvent « Je suis chanceuse, les autres sont
- moins chanceuses que moi », mais cette notion de chance, on doit arriver à
- comprendre cela. Parce qu'on a droit, on a droit à des services qui font partie du fait
- que l'on soit citoyen; avoir un bébé, enfanter, avoir les soins dont on a besoin pour faire
- cela pour reproduire les citoyens de collectivités rurales, pour la durabilité continue de
- ces collectivités-là. C'est la réflexion complète : on envoie les gens à la ville pour les
- 23 services essentiels.
- Alors, je pense que nous avons négligé les services en milieu rural
- et que nous avons normalisé cette pratique et que nous avons porté le blâme à l'endroit
- 26 des gens qui ont choisi de vivre là-bas.
- Dre EMMA CUNLIFFE : Merci, Lesley. Madonna, vous avez fait
- 28 allusion aux défis que connaissent les individus LGBTQ2S+ de vivre dans un endroit où

on ne va pas prendre pour acquis son anonymat. Comment est-ce que cela a un impact 1 sur la vie professionnelle des citoyens LGBTQ2S+ en milieu rural? 2 **Mme MADONNA DOUCETTE:** Ah! Toute une belle question, 3 merci! Plusieurs des économies rurales sont basées sur l'extraction de ressources, 4 alors on présume beaucoup la masculinité. En préface de ce que je vais dire, les 5 personnes hétérosexuelles et cis sont souvent soumises à des commentaires 6 7 homophobes et transphobes juste à cause de la façon dont ils sont; un homme 8 hétérosexuel avec des tendances un peu féminines pourra encore connaître des 9 commentaires homophobes dans des industries qui sont souvent menées par des hommes – l'agriculture, l'industrie de la pêche, toutes ces genres de choses. Et 10 également, dans les milieux de travail dans la construction, on les perçoit comme étant 11 plus valables que les industries de soins, les travaux de soins. À 12 Les emplois sont sexistes au niveau des salaires qui existent. 13 Parce qu'il y a tellement de pauvreté dans les collectivités rurales, il y a un sentiment 14 qu'on devrait se compter chanceux d'avoir un emploi et qu'on doit absorber l'abus ou 15 16 sinon risquer la perte d'emploi parce qu'il n'y a pas toujours des options qui existent. Plusieurs membres de mes collectivités sont entraînés de ne pas révéler leur 17 homosexualité soit à la partie patronale ou leur propre famille ou leurs amis avec la 18 compréhension de ne pas révéler son homosexualité fait qu'on est plus sécuritaire. 19 Pour moi, c'est incorrect : quand on traite notre identité avec honte, qu'on en fait un 20 secret, on donne du pouvoir à la collectivité dans son ensemble d'utiliser cette vérité-là 21 22 à ton endroit et si vous vous révélez, vous n'êtes plus à risque de faire l'objet de cette honte. Je connais des enseignants qui ont déménagé dans des collectivités rurales et 23 24 on leur a dit de ne pas révéler leur homosexualité, que cette collectivité ne serait pas à l'aise d'avoir un enseignant masculin homosexuel. Comment avoir l'air hétérosexuel, 25 comment minimiser sa tendance naturelle féminine, ça peut être malsain. Ça indique la 26 27 phobie à l'endroit des femmes qui existe dans notre culture.

Je travaille avec les jeunes et je le dis régulièrement – je voudrais

- bien devoir le dire devant des adultes plus souvent : les mots sont importants. Alors, ce
- que j'aime souvent faire, c'est que je demande aux gens de songer à différentes façons
- d'appeler les gens des homosexuels et cette liste-là, en deux minutes, on arrive à
- 4 cinquante épithètes. C'est dégueulasse, ce sont des mots dégueulasses. Et les
- 5 différentes façons d'appeler quelqu'un hétérosexuel? On arrive rarement à cinq noms. Il
- y a dix fois plus d'insultes, de termes d'insultes pour décrire la communauté
- 7 homosexuelle plutôt que la communauté hétérosexuelle cis. On parle d'égalité, mais
- tant qu'on continue d'utiliser les mots qui briment les membres de la collectivité, qui
- 9 suggèrent une perversion ou une hypersexualité, une différence en matière de
- valorisation, en matière de différence d'amour comparé à celle des autres, on est
- vulnérable quand on dit cela à notre encontre. Alors, on cherche toujours à naviguer un
- parcours vers l'avenir qui nous met à moindre risque, comparé à avoir les mêmes
- occasions de connaître les réussites que les autres.

a le privilège de passer pour hétérosexuel.

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Un autre commentaire : je vais revenir à cette idée de ne pas révéler son homosexualité. Pour ceux qui n'ont pas vécu cela, c'est un milieu très dangereux où vivre; on peut être emprisonné dans une relation abusive et ne pas savoir comment accéder aux services parce que tout ce qui entoure la situation est dans le secret. Il y a également l'autoréglementation constante de soi; on peut être distrait dans notre travail parce qu'on cherche à assurer qu'on se présente de la bonne façon, qu'on

Et il y a l'autre élément de relation dans le placard de gens dans la communauté qui se présentent comme hétérosexuels; ils peuvent avoir une autorité à votre endroit – alors, disons que quelqu'un, un homme avec une femme et des enfants, peut avoir des relations sexuelles avec un homme dans la collectivité, que tout le monde comprend comme étant (inintelligible) ou homosexuel. Mais la personne en autorité a tous les privilèges d'une personne hétérosexuelle jusqu'à ce qu'on puisse arriver à comprendre l'incompréhension que le fait d'être dans le placard est un avantage et le fait de révéler son homosexualité, c'est un désavantage, on doit

- 1 l'inverser. Révéler son homosexualité vous donne du pouvoir; ça empêche la capacité
- 2 d'exercer le pouvoir de honte à votre endroit et d'arriver à comprendre que les mots
- qu'on utilise dans un contexte dans le milieu du travail, ça peut être une micro-
- 4 agression, mais ça peut être également un coup de marteau à la tête au niveau de ce
- 5 qu'on doit accepter et soutenir afin d'avoir un emploi.
- J'ai été dans des cuisines, dans des cuisines rurales et des
- 7 imageries de nature graphique et de nature sexuelle, alors si on est queer ou si on
- 8 s'identifie comme femme, ces images-là, c'est des images difficiles à voir à tous les
- 9 jours, mais ça parlait de la culture du milieu de travail. Et si vous voulez vous plaindre, il
- 10 n'y a pas une liste d'options pour obtenir un employeur. Alors, c'est une question de
- juste tolérer. Alors, cela donne lieu à d'autres comportements qui sont nuisibles en soi,
- 12 étant donné la toxicité du milieu de travail.
- Alors, il y a l'effet domino, bien sûr, des dépendances qui en
- découlent, comme un mauvais mécanisme d'adaptation. Également, la notion que les
- gens qui font partie de la collectivité queer sont vus comme étant inférieurs et on
- redoute de leurs compétences parce qu'ils ont l'air différent des autres personnes et
- 17 l'incompréhension véritable que les gens trans, que les femmes trans sont des femmes,
- que les hommes trans sont des hommes et qu'ils ont accès aux mêmes services et aux
- mêmes ressources disponibles aux hommes et aux femmes cis genre ne sont pas
- disponibles à parts égales aux membres de ces communautés-là. De reconnaître que
- cet écart-là existe, on doit travailler fort là-dessus dans cette province, notamment pour
- 22 les soutiens parentaux.
- 23 Dre EMMA CUNLIFFE : Merci. Madonna, vous avez fait allusion à
- 24 quelques reprises aux dépendances et l'utilisation de substances comme le mécanisme
- d'adaptation, un défi qui existe pour les collectivités rurales. On pense souvent à cela
- comme d'un problème urbain; pouvez-vous nous indiquer comment cela se présente
- dans la collectivité LGBTQ2S+, mais également au Cap-Breton de façon générale?
- 28 **Mme MADONNA DOUCETTE**: Le Cap-Breton a un énorme

problème en matière de dépendance aux opioïdes et on a fait... la regrettée Margaret

Tippman a fait des recherches à l'historique des dépendances aux opioïdes et c'est en

vertu des ressources, d'extraction des ressources, les mines de charbon, les pêcheurs

qui se faisaient blesser en milieu professionnel, c'est des moments où des nouveaux

médicaments comme l'Oxycodon étaient... juste venaient de sortir et beaucoup poussé

par les médecins. Alors, la gestion de la douleur, en fait, c'est la source de beaucoup de

dépendances. Là, il y a des générations de ces dépendances qui suivent, des membres

de familles à travers les générations; la trajectoire de venir d'une famille qui souffre de dépendances qui est pauvre, ça augure mal le travail avec bon nombre d'organisations

qui servent les jeunes au Cap Breton.

Et il y a le récit d'une famille du côté nord, de la côte nord du Cap-Breton, on doit revenir cinq générations pour trouver quelqu'un qui a travaillé. Les gens qui sont nés dans cette famille-là ont beaucoup de difficulté, peu importe leurs compétences naturelles, de changer le parcours familial; parce que le soutien dont ils ont besoin pour changer de parcours n'existe pas.

Il y a cette notion que la vie dans la campagne, c'est pur, c'est sain, mais il y a beaucoup de dépendances dans nos collectivités et l'alcoolisme, c'est très commun dans nos plusieurs de nos collectivités. C'est un cercle bruyant dont parle... qu'aucune personne ne discute. En faisant le travail dans les collectivités rurales, on doit comprendre : ce n'est pas l'innocence, ce n'est pas la douceur rurale. La vie là-bas, c'est complexe, il y a beaucoup de différents besoins et plusieurs des éléments nuisibles sont cachés dans la collectivité; c'est comme ça qu'ils arrivent à survivre. Mais je sens que nous sommes souvent... nous faisons souvent preuve de naïveté pour chercher à comprendre la complexité des besoins en matière de soutien chez les personnes rurales, mais qu'on n'y arrive tout simplement pas. En tant qu'habitante du Cap-Breton, dans cette province, c'est très difficile de ne pas sentir la douleur que tout est centré sur la région métropolitaine d'Halifax – même lorsqu'il y a des bonnes nouvelles dans la province, ce n'est pas une réflexion des réalités au Cap-Breton et

probablement d'autres parties de la Nouvelle-Écosse rurale.

Alors ça, c'est souvent difficile. On entend dire que la Nouvelle-Écosse, qu'on vient de connaître la croissance démographique; bon, Halifax a connu la croissance démographique. Les populations rurales ont connu de l'exode des populations. Souvent, dans les collectivités rurales, il n'y a souvent plus de jeunes pour soutenir les personnes âgées qui restent. Ça, c'est fondé sur ma propre expérience en train de faire du travail à différentes collectivités; ce sont toutes des personnes aînées. Si on va à Orangeville, par exemple – ça, c'est une collectivité qui s'effrite, ce sont toutes des personnes âgées.

Alors, si jamais on devait fournir du soutien, on a perdu plusieurs des ressources humaines déjà. Alors, d'attirer les jeunes personnes, les jeunes familles afin qu'elles reviennent au Cap-Breton, dans les collectivités rurales, il faudra un énorme investissement avant que l'on pourrait faire les choses que les centres urbains peuvent lancer demain. Il faudra faire beaucoup de terrain d'emblée pour y arriver.

Dre EMMA CUNLIFFE: Merci. Robin, à vous maintenant; plusieurs pompiers bénévoles, vous avez décrit les tâches doubles, triples, quadruples de maintenir le travail rémunéré avec des familles, les responsabilités comme pompiers avec toute la formation et les besoins d'être en attente et le prélèvement de fonds. C'est quoi l'impact de ce mélange sur la santé et le bien-être des pompiers? À quel point est-ce que la fatigue devient une préoccupation et comment est-ce que les services d'incendie ruraux gèrent-ils cette préoccupation?

Mme ROBIN CAMPBELL: Alors, la fatigue et l'épuisement sont des préoccupations considérables dans les services d'incendie bénévoles ainsi que d'autres préoccupations en matière de santé mentale, étant donné les incidents dans lesquels ils interviennent et également, la nature du stress de toutes les différentes composantes au sujet de ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils doivent jongler pour être pompier volontaire. Quand je parlais de recrutement et de rétention, de façon naturelle, ce qui se passe, on perd nos pompiers volontaires et ils finissent par laisser les services

d'incendie. Et puis les gens qui sont encore là, on se dit : bon, bien comment est-ce

qu'on va intervenir dans tous les cas où c'est nécessaire? Ça met donc un fardeau

additionnel sur ces gens.

Les gens quittent – bon, ce n'est pas un emploi. On doit quand même partir si... ils vont partir peut-être un peu pour être rémunérés, mais... Et on peut dire que bon, parce que c'est bénévole, il serait plus facile, mais c'est quand même leur deuxième chez-eux, parce que c'est leur famille, leur deuxième famille. Mais il n'y a pas de soutien pour la santé mentale et le bien-être dans les services des incendies. Et moi, ce que j'ai trouvé aussi dans mes recherches, c'est que souvent, les services d'incendie vont perdre certaines personnes pendant une certaine période; tu sais, quelqu'un pourrait dire « Bon, j'ai besoin d'un break, d'une pause de quelques semaines » et ensuite, reprendre leur travail. Et souvent, cela laisse les chefs adjoints dans le pétrin, ils... ça met un fardeau additionnel sur leurs épaules, car... et on n'a pas... on ne peut aller voir les ressources humaines et leur demander de nous donner quelqu'un d'autre pour remplacer l'employé. Ce n'est pas quelque chose qui existe dans les services d'incendie volontaires. Le surmenage est un problème assez important.

Dre EMMA CUNLIFFE: Karen, je vais maintenant vous inviter à nous ramener la discussion vers les questions de la communauté et de la criminalité. On a parlé des inégalités et le biais urbain dans la prise de... dans les décisions politiques.

Dre KAREN FOSTER: On sait, selon nos études, beaucoup d'études en fait, que les collectivités vivant avec moins de pauvreté et d'inégalités sociales sont plus sécuritaires, il y a moins de criminalité, et surtout de types interpersonnels et violents. On ne connait pas la relation précise entre l'inégalité sociale et la criminalité, mais généralement on peut dire que l'inégalité accrue socioéconomique va donner lieu à des inégalités de pouvoir accrues, donc à la vulnérabilité accrue des gens qui sont vulnérables, et aussi... et cela va aussi réduire la capacité de la collectivité de combler les écarts là où les soutiens institutionnels ou formels ne sont

- pas disponibles. C'est vrai n'importe où, mais dans les collectivités rurales, il y a moins
- de soutien formel, il y a moins de gens, et si on est pauvre, en chômage ou dans une
- relation abusive, il est plus difficile de trouver un autre courant, il y a moins de courants
- 4 qui existent. Il est différent dans un contexte urbain où il y a beaucoup d'options qui
- sont devant vous et on peut s'y rendre.
- On sait que l'inégalité sociale a un impact sur la criminalité et que
- 7 cela se joue autrement dans les secteurs ruraux. On parle de l'inégalité sociale de
- 8 manière générale et, comme Emma a dit, il sera... il y a un combat moral à la
- 9 Commission de décider dans quelle mesure cela a affecté les évènements de 2020.
- 10 Peut-être que l'inégalité sociale n'avait pas une grande importance dans ces
- évènements-là, mais si vous voulez émettre des recommandations en matière de la
- sécurité communautaire, vous devez tenir compte de l'inégalité sociale, vous devez
- accepter que le développement socio-économique inclusif est essentiel pour créer des
- 14 communautés plus en santé et en sécurité.
- Il y a plusieurs facteurs qui peuvent influencer n'importe quel crime
- 16 et plusieurs de ces facteurs vont au-delà des décisions politiques, mais parmi les
- facteurs qui sont susceptibles à être améliorées par nos actions, l'inégalité sociale est
- 18 importante.

- 19 **Dre EMMA CUNLIFFE:** Je me demande si les autres membres de
- la table ronde auraient quelque chose à ajouter à ce que Karen vient de dire. Notre
- 21 discussion a été riche sur la vie et le travail des collectivités rurales et le travail effectué
- par les membres de la communauté pour maintenir ces lieux en vie. Est-ce qu'il y a
- 23 quelque chose que vous voudriez ajouter avant de terminer? Est-ce que vous vous
- voudriez exprimer quelque chose aux commissaires et au public sur le travail que vous
- 25 faites, les collectivités rurales, leurs forces et les conditions structurales qui les
- 26 empêchent de prospérer? Et voudriez-vous aussi réfléchir à l'importance de l'inégalité
- 27 structurale et la sécurité communautaire aussi selon...
 - Dre LESLEY FRANK: Donc, merci, Emma. Je voudrais d'abord

- accentuer un élément sur la centralisation des services motivée par les besoins de
- 2 réaliser des économies, mais cela va oublier que parfois les couts seront donc placés
- 3 sur... seront transférés aux familles où les gens doivent voyager, par exemple, pour
- 4 amener leurs enfants à la garderie, et je trouve que ce sont souvent de fausses
- 5 économies qui déplacent le fardeau sur les individus, souvent les femmes, qui font
- 6 beaucoup de travail non rémunéré dans leur collectivité et leur famille. Il devient plus
- 7 difficile de s'occuper, de se soigner nous-mêmes quand on doit soigner les autres. Vous
- 8 avez souvent... vous devez souvent trouver des moyens de vous soigner vous seul.
- 9 Beaucoup d'autres gens n'ont pas ce problème.

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

On a parlé de ce qui manque dans les collectivités rurales et, moi, j'ai vécu dans la Nouvelle-Écosse rurale depuis le début de ma vie, il y a beaucoup de dimensions positives dans... à cette expérience : la beauté, le silence, les racines communautaires, le fait de connaître ses voisins, les soutiens que l'on peut obtenir parfois, mais pour revenir à l'idée de Karen sur l'exclusion sociale, l'inégalité, la pauvreté, cela veut dire que certaines personnes sont exclues de ces liens sociaux et si on ne répond aux problèmes... ne répond pas aux problèmes en matière d'inégalités sociales, on ne pourra pas atteindre le bien-être communautaire qui affecte la cohésion de ces collectivités, aussi bien rurales et urbaines.

Dre EMMA CUNLIFFE: Merci, Lesley.

Une participante lors de notre première table ronde a demandé quand on fait une analyse de rentabilité des politiques de songer à qui porte le risque et qui va retirer les bénéfices. Robin?

Mme ROBIN CAMPBELL: Je voulais accentuer le rôle important joué par les pompiers volontaires dans nos collectivités. Ce sont des gens qui mettent leur vie à risque à tous les jours, et non rémunérés, mais par vocation. On doit faire davantage pour les appuyer pour qu'ils puissent continuer à intervenir lors des urgences et faire le travail important qu'ils font, et en ayant les soutiens et les services nécessaires pour le faire en protégeant leur propre bien-être aussi.

1	Dre EMMA CUNLIFFE: Merci.
2	Madonna?
3	Mme NATALIE DOUCETTE: Moi, j'aimerais voir une amélioration
4	dans l'éducation à la santé sexuelle dans les écoles. Il faudrait faire mieux pour équiper
5	nos jeunes avec les informations qu'il leur faut pour se garder en sécurité. Il faut donc
6	aborder nos propres biais, notre niveau d'inconfort quand il s'agit de parler de la santé
7	sexuelle, car les gens meurent de honte car on ne leur donne pas les bonnes
8	informations. Ces vies comptent, peu importe dans quelle collectivité les gens sont nés
9	et leur contribution future pourrait changer le monde, mais il faudrait d'abord les
10	acheminer vers leur futur et on a encore un grand chemin à parcourir afin d'atteindre
11	cette égalité que ces membres de la communauté méritent tant.
12	Dre EMMA CUNLIFFE: Marilyn?
13	Dre MARILYN MacDONALD: Aujourd'hui, j'ai dit que les gens
14	veulent être chez eux. On l'entend très souvent dans le domaine des soins de longue
15	durée, tous les gens qui participent à ce secteur en lien direct avec cela. Donc, le fait de
16	consacrer des ressources aux soins à domicile aura un effet direct sur la capacité le
17	nombre de lits dans les institutions. Il y a des gens dans les institutions qui sont qui
18	pourraient être chez eux et si on peut retarder cela, ce serait bien. La qualité des soins
19	à domicile est très importante. Si on regarde les budgets, normalement les soins à
20	domicile accaparent seulement 6 % du budget. C'est incroyable par rapport aux autres
21	secteurs de santé qui accaparent 94 %. Ces gens peuvent être félicités. Ils ont quand
22	même mis en place une prestation aux fournisseurs de soins, ce n'est pas gros, mais
23	c'est l'une des seules administrations au Canada qui a une telle chose, qui offre une
24	telle chose, et c'est un exemple d'étayer les soins à domicile et leur importance dans le
25	système de santé.
26	Dre EMMA CUNLIFFE: Merci beaucoup, Marilyn.
27	Finalement, Karen?
28	Dre KAREN FOSTER: Je dirais finalement que, pendant des

- décennies en Nouvelle-Écosse, on nous dit que, si on veut quelque chose, il faut de la
- 2 conscience économique, et que ce soit vrai ou non, on voit une forte croissance
- 3 économique pour la première fois depuis longtemps, et donc, notre responsabilité
- 4 comme citoyens de la province est d'assurer que les avantages soient distribués plus
- 5 équitablement, répartis équitablement dans l'espace et entre les différents groupes
- 6 sociaux. On parlait des attitudes plus conservatrices dans les secteurs ruraux, c'est
- 7 peut-être vrai, mais il est vrai aussi que les études sur lesquelles cela est basé
- 8 indiquent que les perspectives progressistes ou partiellement progressistes sont encore
- 9 dans la majorité, même dans les secteurs ruraux. Il y a plus d'alliés qu'il y a
- d'opposants dans les collectivités rurales pour le changement progressiste et pour la
- 11 création de communautés plus inclusives.
- 12 **Dre EMMA CUNLIFFE:** Merci, Karen.
- 13 Commissaires, avez-vous des questions pour notre table ronde?
- 14 **COMMISSAIRE MacDONALD:** Commissaire Fitch?
- 15 **COMMISSAIRE FITCH:** [...]
- 16 **COMMISSAIRE STANTON:** Merci. Vous avez parlé des enjeux
- structurels et systémiques dans les collectivités rurales de la Nouvelle-Écosse. Karen.
- je voudrais donner suite à certains des éléments de votre rapport. Vous établissez le
- lien entre la sécurité et la criminalité et les facteurs structuraux, dont plusieurs facteurs
- 20 nous avons parlé aujourd'hui. Vous avez aussi dit que les citoyens de la province ont un
- 21 manque de confiance dans les institutions publiques, en dehors surtout de la PRH...
- pardon, de la... d'Halifax. Vous avez aussi parlé de l'importance d'avoir des policiers
- 23 qui passent beaucoup de temps dans leurs communautés, qui connaissent bien la
- communauté, et tout cela est tiré des recherches dont vous parlez. Vous parlez, par
- exemple, du fait que la GRC envoie des nouveaux... des nouvelles recrues dans les
- zones rurales où ils ne connaissent pas le contexte, quelque chose qui a été exclu du
- rapport parlementaire sur le thème, et vous remarquez aussi qu'il y a environ 9 services
- municipaux et plus de 40 détachements de la GRC, mais il n'y a pas de stratégie

globale de prévention du crime en Nouvelle-Écosse.

Est-ce que vous pouvez parler des attributs d'un modèle efficace de prévention de la criminalité? Est-ce qu'il serait bien, donc, d'en dire davantage sur l'absence d'un plan ou d'une stratégie de prévention du crime en Nouvelle-Écosse et puis les attributs d'un modèle de prévention efficace.

Nouvelle-Écosse n'a pas de stratégie de la prévention du crime générale. Il y a peutêtre des stratégies inconnues du public, mais il n'y a rien de disponible au public, et quand je regarde cela comme profane, mais aussi comme quelqu'un qui a de l'expérience avec... de l'expertise avec les collectivités rurales, on dirait qu'on n'a pas de feuille de route. Il n'y a pas de plan général. Une stratégie de sécurité communautaire doit être basée sur un plan général, mais vous avez aussi besoin d'une expertise à la base.

Donc, les plans de sécurité et de prévention du crime dans les communautés que j'ai étudiés dans ma recherche pour la Commission incluent... comprennent des éléments de collaboration, la consultation dès le départ où les collectivités sont invitées à présenter leurs préoccupations et à situer leurs... ce qu'ils savent de ce qui rend leurs communautés plus ou moins sûres, et ensuite tout cela doit mener à quelque chose de général ou global de sorte que celui qui est responsable au niveau central ait une vue d'ensemble, mais qu'il y ait aussi... mais que... et que tout soit mis en place pour assurer la sécurité communautaire. Il y a des modèles qui existent, mais... et sans exception, en général, on va insister sur l'implication de la base. Cela va donc faire en sorte que les couts soient plus élevés au départ, mais cela fait en sorte que les complexités ne seront pas transférées aux communautés.

Je pense qu'il y a toujours des risques d'évolution de toutes les responsabilités au niveau local, il faut qu'il y ait des faits et des contrepoids pour s'assurer que les collectivités reçoivent le même niveau de service, tout comme on fait avec d'autres sortes de services. Avec la prévention du crime, il faut faire... il faudrait

1 faire la même chose que pour les autres services.

Est-ce que j'ai bien répondu à votre question?

COMMISSAIRE STANTON: Je pense que ça serait utile de faire un suivi des études de vos (inintelligible) sur lesquelles vous vous êtes fiée pour ces conclusions-là, les facteurs, les attributs du modèle. Bon, s'il y a un modèle de niveau inférieur en montant, qui doit mener cela? Est-ce que c'est la municipalité? Est-ce que c'est la province afin d'essayer d'évaluer quel... ce qui correspond à un bon modèle?

Dre KAREN FOSTER: Oui, je pense qu'on commence avec la municipalité, bien que même cela, c'est compliqué. Certaines municipalités ont été fusionnées, les résidents ne s'aperçoivent pas comme faisant partie de la même collectivité, alors cela dépendrait... on a (inaudible) des informateurs locaux qui font le travail sur le terrain pour comprendre qui est placé pour mener. Je ne sais pas si vous auriez la même réponse dans chaque endroit.

COMMISSAIRE STANTON: Vous parlez de comment une structure provinciale plus élargie qui mobile les ressources dont on a besoin et qui fournit un encadrement dans son ensemble, ça serait une bonne démarche, mais vous parlez comment élaborer la capacité de permettre de...que cela...

INTERPRÈTE: L'interprète s'excuse, cela était trop rapide.

Dre KAREN FOSTER: C'était un peu étouffé.

transition pour la Nouvelle-Écosse d'utiliser comme fondement, pour un encadrement plus élargi, de développer la capacité pour justifier l'allocation de ressources sans les obliger de fournir un retour... un rendement économique, c'était dans la page 40 de votre rapport. En bas de la page, à la page 40. Ah voilà. Sur le sujet du développement communautaire et l'évaluation de développer la capacité de la collectivité. Juste au niveau de l'affectation des ressources et ainsi de suite. Comme nous avons entendu dire, il parait qu'au point de vue démographique, il y a beaucoup de vieillissement alors la base des contribuables serait réduite.

Dre KAREN FOSTER: Oui.

COMMISSAIRE STANTON: Alors comment est-ce qu'on fait pour établir comment faire la procession de services et l'affectation des ressources quand il y a une telle variation entre les municipalités ?

Dre KAREN FOSTER: Je ne suis pas tout à fait certaine comment arriver à une solution et ma démarche, si on me demandait comment établir cela, ce serait de regarder d'autres compétences à travers le monde pour voir comment on peut y arriver. Je pense que le modèle en Nouvelle-Écosse et à travers le Canada, ça a été soit de... offrir du financement à très court... très ponctuel et là juste laisser les collectivités. Et ne pas donner le niveau de financement, la longueur de financement qui leur permettraient... la durée de financement qui leur permettrait d'avoir des réussites. Également, aller au-delà, comme vous venez de lire, obliger des services sociaux de s'autofinancer après un certain temps. Il y a des choses, la sécurité communautaire, ça va finir par coûter de l'argent, mais ça ne va pas gagner de l'argent. Alors on doit oublier cette idée que toutes ces initiatives doivent se financer en bout de ligne. Sur le plan de comment on arrive vraiment à le faire, c'est une question pour les gens qui contrôlent les argents gouvernementales.

commissaire stanton: Alors j'ai beaucoup apprécié votre rapport et j'ai beaucoup apprécié vos aperçus et c'est clair que vous êtes vraiment consacrée à vos collectivités et c'est fort apprécié que vous êtes venue pour nous en parler aujourd'hui. Monsieur le Commissaire MacDonald, renchérira mes commentaires, j'en suis sûre.

commissaire macdonald: Effectivement. Merci Emma, encore une fois, pour avoir animé ce panel des plus importants pour nous et tout le travail en amont. Je remercie également Kelly McLeod pour son travail important en coulisse, pour s'assurer que nous avons pu rassembler une table ronde des plus informatives et des plus importantes. Ces pertes massives ont eu lieu en Nouvelle-Écosse rurale, ça a eu lieu dans le Canada rural, les collectivités rurales comme bon

1	nombre de collectivités à travers la Nouvelle-Écosse et à travers le Canada. Arriver à
2	comprendre ces collectivités, cela représente un contexte très important pour nous et
3	un contexte important que nous avons pu tirer partis de vos points de vue et cela a pu
4	élargir nos perspectives.
5	Si vous me permettez, je vais utiliser les prénoms. Karen, Robin,
6	Marilyn, Madonna et Lesley, un aspect fondamental de notre mandat, c'est de faire des
7	recommandations afin que nos collectivités soient des lieux plus sûrs, que nos
8	collectivités rurales soient plus sûres et pour y arriver, on doit avoir une compréhension
9	fondamentale de ces collectivités rurales et vous nous avez aidés de façon très
10	importante, pour nous enseigner au sujet de choses qu'on aurait ignorées autrement.
11	C'est très utile, c'est fondamental pour nous et c'est très apprécié.
12	J'ai été frappé par les références à la cohésion sociale dans les
13	collectivités rurales et j'ai été frappé par comment tellement des gens qui ont été dont
14	on a enlevé la vie, ou qui étaient blessés, c'était des soignants, des prestataires de
15	services et de bons samaritains. De bons voisins, de bons prestataires de services en
16	Nouvelle-Écosse rurale au Canada rural en avril 2020. Et ça en dit long, selon moi, en
17	ce qui a trait à la nature des collectivités rurales en Nouvelle-Écosse et au Canada et
18	vous avez rendu cela clair pour nous et un grand merci.
19	Du point de vue administratif, on va faire des changements à
20	l'aménagement de la plateforme, une pause de 10 minutes alors et on va revenir. Il y
21	aura des arguments des avocats et il y aura des pièces de la part de Me VanWart
22	aussi. Alors un grand merci à vous.
23	L'audience est en pause à 12 h 28
24	L'audience est reprise à 12 h 39
25	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: Reprise de la séance.
26	COMMISSAIRE MacDONALD: Maître VanWart.
27	Me JAMIE VanWART: Merci Commissaire. Il y a une série de

documents que je voudrais déposer en preuve. Dans un premier temps, il faut dire que

1	tous ces documents ont été identifiés et partagés avec les avocats des participants.
2	Donc assez rapidement, suite à la décision du 9 mars, il y avait une directive pour
3	obtenir une déclaration du gendarme Chris Grund. Nous avons obtenu cette
4	déclaration, c'est le COMM0059543. Est-ce qu'on peut déposer cela en preuve ?
5	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: C'est donc la pièce 2649
6	PIÈCE NO. 2649
7	(COMM0059543) Affidavit de Christopher Grund
8	Me JAMIE VanWART: Il y a aussi quatre déclarations sur les
9	services de soutien pour les familles les survivants, les collectivités, il y avait un
10	document fondamental présenté le 21 juin. Est-ce que ces quatre déclarations peuvent
11	être déposées en preuve ?
12	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: Donc 2650, 51, 52 et 53.
13	PIÈCE NO. 2650 à 2653
14	Déclarations sur les services de soutien pour les familles les
15	survivants, les collectivités
16	Me JAMIE VanWART: Ensuite nous avons un document, un
17	rapport supplémentaire de l'équipe d'enquête de la Commission sur les données de
18	GPS des services médicaux d'urgence, c'est le COMM0058894.
19	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: 2654.
20	PIÈCE NO. 2654
21	(COMM0058894) Rapport supplémentaire
22	Me JAMIE VanWART: Et ensuite, à la demande de la Fédération
23	de la police nationale, nous avons 28 documents qui doivent être déposés en preuve.
24	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: Ce sont les documents
25	2655 à 2682.
26	PIÈCES NO. 2655 À 2682
27	28 documents demandé par la fédération de la police
28	nationale

1	Me JAMIE VanWART: Merci. Patterson Law a demandé aussi que
2	deux documents soient déposés en preuve.
3	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: 2683, 2684.
4	PIÈCE NO. 2683 et 2684 :
5	2 documents demandé par Patterson Law
6	Me JAMIE VanWART: Ensuite il y a un certain nombre de
7	documents qui doivent être déposés en preuve sur certaines des tables rondes.
8	D'abord sur la table ronde d'aujourd'hui, il y a 67 documents à déposer en preuve.
9	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: Déposé.
10	PIÈCES NO. 2685 à 2752 :
11	Documents concernant la table ronde du 7 juillet
12	Me JAMIE VanWART: Et si on remonte au 28 juin, il y avait une
13	table ronde sur la compréhension et la réponse aux besoins long terme des personnes
14	affectées par les incidents de pertes massives. Il y avait 111 documents qui devaient
15	être déposés en preuve.
16	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: C'est fait.
17	PIÈCES NO. 2753 à 2864 :
18	Documents concernant la table ronde du 28 juin
19	Me JAMIE VanWART: Le 30 juin, il y avait une table ronde,
20	« Comprendre et répondre aux besoins immédiats et à long terme des premiers
21	intervenants. » Il y a 311 documents à déposer en preuve.
22	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: Et c'est fait.
23	PIÈCES NO. 2865 À 3176 :
24	Document concernant la table ronde du 30 juin
25	Me JAMIE VanWART: Le 30 juin, sur le « Crime et les
26	communautés rurales », il y avait 162 documents déposés en preuve.
27	GREFFIÈRE DARLENE SUTHERLAND: Déposé et enregistré.
28	PIÈCES NO. 3177 À 3339 :

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

1 Document concernant la table ronde du 30 juin Me JAMIE VanWART: Merci Commissaire. 2 **COMMISSAIRE MacDONALD:** Ce sont les documents qui 3 devaient être déposés aujourd'hui, maintenant on passe aux participants, qui vont faire 4 des représentations auprès de la Commission. Les représentations sont sur le thème 5 de la compréhension et de la réponse aux besoins immédiats et à long terme des 6 7 personnes affectées par les incidents de pertes massives et la sécurité et la police 8 rurale... la politique rurale et les ressources pour les communautés rurales. Nous avons 9 un avocat, Me Stephens, qui va faire des représentations. Je vais permettre à Me Stephens de nommer ses clients. Maître Stephens. 10

---REPRÉSENTATIONS PAR Me MEGAN STEPHENS:

Me MEGAN STEPHENS: Bon après-midi les Commissaires. Je m'appelle Megan Stephens et je fais des représentations au nom des Maisons de refuge pour femmes du Canada. Et aussi la Transition Houses Association of Nova Scotia et Be the Peace Institute. Bien que ce soit la première fois qu'on soit ici en présentiel, nous avons suivi la Commission virtuellement et on essaie toujours de faire des représentations en temps et lieu. Merci de nous avoir permis de le faire. Puisque c'est la première fois que je suis ici en personne, je voudrais d'abord exprimer mes condoléances sincères, mes sincères condoléances aux amis et aux familles des victimes des pertes massives d'avril 2020. Leurs pertes sont immenses et je veux aussi reconnaitre le courage et la force qu'ils amènent à cette enquête en y participant. Je voudrais aussi présenter quelques renseignements sur les trois organisations qui... dont notre coalition est composée. Mon client c'est les Women Shelters Canada. Donc c'est une organisation de bienfaisance qui offrait une voix pancanadienne sur la question de la violence faite aux femmes. Nous travaillons pour s'assurer que les politiques et les lois sont influencés par les expériences de ces membres qui sont les réseaux provinciaux et territoriaux de refuges. Transition Houses Network de Nouvelle-Écosse est le réseau de la Nouvelle-Écosse et leur organisation est composée

- d'organisation membre dont 11 refuges qui offrent des services dans la Nouvelle-
- 2 Écosse urbaine et rurale. Cette organisation travaille avec ses membres non seulement
- pour offrir des services de transition aux femmes et leurs enfants qui sont aux prises
- 4 avec la violence et l'abus, mais ils essaient aussi de diminuer la violence faite aux
- femmes par le biais du plaidoyer, de la formation et de la recherche. Et finalement, Be
- The Peace Institute est une OBNL en Nouvelle-Écosse qui essaie de répondre aux
- 7 racines complexes et les conséquences traumatisantes de la violence faite aux femmes
- dans toutes ses formes. Cette organisation favorise la prévention de la violence et la
- 9 prise de décision et favorise le changement systémique pour le quitter entre deux
- genres et la justice sociale.

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Comme vous le savez, les participants ont été invités à émettre des représentations sur deux questions. Donc les besoins des gens affectés par les événements de pertes massives et aussi la police rurale, la politique et les ressources rurales. Je voudrais maintenant parler d'une omission troublante de la discussion de chacun de ces enjeux. La perspective des survivantes de violence au foyer, les violences conjugales. Donc je sais que cela sera présenté dans les deux prochaines semaines, mais nous sommes préoccupés par un peu, une approche un peu en silo qui a été adoptée. Une approche à la question de la violence conjugale. La structure du processus de la Commission pourrait avoir pour effet d'enchâsser encore plus l'idée que ce soit un enjeu privé et que les vraies victimes soient vues comme des gens qui sont violentées par des inconnus. La violence... les survivants, le fait que les survivants des violences conjugales ont été exclus de ces discussions et aussi de cette discussion sur la sécurité et la police rurale est cohérent avec cette approche en silo.

Depuis deux semaines, la Commission a tenu quatre tables rondes sur les différentes manifestations des traumatismes. Le trouble de stress post-traumatique, les expériences des proches et des survivants de la communauté plus large et les intervenants lors des incidents de pertes massives et aussi la nature unique des collectivités rurales de la Nouvelle-Écosse. Ce sont des enjeux de grande

- importance et je ne veux pas les minimiser, mais puisque la structure... à cause de
- cette structure, ces enjeux ont été segmentés et ont été traités comme un thème qui
- sera traité ultérieurement et n'ont pas été traités dans le contexte de la première partie,
- 4 qu'est-ce qui est arrivé et n'a même pas, depuis quelques semaines, en lien avec les
- 5 enjeux contextuels de la partie 2, de la phase 2, les besoins des communautés face aux
- 6 incidents de pertes massives et la police.

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Selon nous, les survivants de la violence conjugale sont une communauté digne de considération quand on songe aux impacts des pertes massives et des traumatismes dont ils auront besoin d'appui suite à de tels incidents. Les survivantes à de telles violences ne sont pas affectées que par la violence à laquelle... dont elles ont été victime, mais aussi que la violence conjugale est souvent enracinée inextricablement dans l'histoire des événements de pertes massives. C'était, selon nous, vrai des événements d'avril 2020. Comme vous le savez, le rapport de la Commission intitulé « Comprendre les liens entre la violence conjugale et violence faite aux femmes » qui est disponible sur le site de la Commission, accentue les preuves importantes entre les liens, entre les... les liens entre les... ce type de violence et les... la violence générale. Surtout, souvent dans les motivations explicites et misogynes de certains attaquants. Le rapport met l'accent sur le fait que le... l'approche en silo a ces deux enjeux, en... entame ou nous empêche d'y voir clair. Comme ils disent, cette approche dichotomique à la violence publique et privée nous empêche de répondre adéquatement aux événements de pertes massives. Selon nous, les survivantes de... de ces violences représentent une communauté importante qui doit être considérée lors de la discussion des traumatismes associés avec les pertes massives. La communauté des survivantes de... de... de ces... sont en train de suivre cette enquête en Nouvelle-Écosse et... ou au Canada et dans le monde, partagent le traumatisme qui provient du fait que l'on sait que dans le cas présent, l'auteur des faits, tout comme d'autres, a pu commettre des violences sans... avec impunité pendant quelque temps avant avril 2020.

28

de la violence conjugale.

Les survivantes, on croit qu'elles pourraient toujours perdre leur vie 1 aux mains de ces agresseurs. Les études indiquent que ces survivants ont souvent 2 vécu des années de contrôle, d'abus et ils vont souffrir de troubles post-traumatiques 3 comme... au même niveau que les soldats et les premiers intervenants. Ne pas inclure 4 ces voix dans les dernières tables rondes les rend invisibles. Et les rend... les 5 retournent dans le domaine privé. Cela suggère que les communautés ne devraient 6 7 prendre la responsabilité d'aborder la violence conjugale. 8 L'exclusion de ce... des perspectives de cette communauté de 9 survivantes lors de ces tables rondes a aussi pour effet de perpétuer les mythes quant à qui sont les victimes de ces incidents de pertes massives. On a été préocu... on est 10 préoccupés par cette perspective et comment elle a été véhiculée par l'avocat de la 11 Commission, surtout le 28 février, quand le... l'avocat de la Commission présentait le 12 document fondamental. Il a présenté un survol de la violence faite par l'auteur à sa... sa 13 conjointe le 18 avril. 14 Ensuite, il a dit que le... la violence contre les personnes 15 16 innocentes a commencé plus tard. Ce qu'il a dit, quand il montrait le... le périple qu'ils ont fait, il a arrêté la caméra devant la maison des Blair. Il a dit que c'est là où le 17 carnage devait commencer. C'est là... dans le sens que la violence contre les 18 personnes innocentes. La capacité de reconnaitre que la survivante de... de... de la 19 violence conjugale pourrait être innocente, ou pourrait vivre des traumatismes, suite aux 20 inci... à l'incident de pertes massives va donc laisser, pourrait laisser à ces personnes 21 22 avec un sentiment de vulnérabilité. Et de marginalisation. Comme la professeure qui a... a dit, lors de la semaine dernière : 23 24 Comment nous vivons, que nous ressentons la douleur d'un événement importe. Et cela va donc affecter comment nous allons gérer les relations, par la suite. Exclusion 25 des... de... des survivantes de cette communauté, profondément affectées, envoie le 26

message que leurs besoins ne comptent pas et envoie aussi un message sur la nature

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Je voudrais maintenant m'abor... aborder une autre préoccupation, quant aux... sur les tables rondes, sur la police rurale, où il y a eu très peu de considération des réalités des gens qui vivent avec la violence conjugale. On comprend que c'est un enjeu complexe. Il y a une enquête qui vient de terminer en Ontario sur cette question. Mais étant donné ces complexités, et l'importance de comprendre les défis uniques des... de la violence conjugale dans les communautés rurales, on est préoccupés par la table ronde de la semaine dernière et d'aujourd'hui, n'ont fait que... une entrée en matière. Il aurait été très utile d'inclura la perspective des personnes, des survivantes de violence conjugale et des gens qui leur offrent des services. On comprend, quand même dans ces panels, que le contrôle social pourrait empêcher des femmes de déclarer la violence conjugale. Mais il aurait été utile de savoir pourquoi ça se présente comme ça. Il était aussi remarquable à... que pendant cette table ronde, il n'y a pas eu de discussion de quelques enjeux (inintelligible). Comme par exemple, comment cela se fait-il que les gens qui ont connaissance, qui prennent connaissance de ces enjeux ne veulent pas déclarer que... les déclarer? S'agit-il d'une peur de représailles, qu'ils ne veulent pas, donc, perturber le calme de leur communauté? La police est aussi... mais on n'a pas beaucoup parlé du fait que la police n'est pas... n'est pas vraiment bien équipée pour intervenir dans ces situations, les défis d'intervention rapide lors des appels par la police. Et aussi, il n'y a pas eu beaucoup de discussions de la culture policière. On a parlé un peu du racisme systémique, dans le contexte de la police autochtone, mais très peu de discussions sur la misogynie dans les services des corps policiers. Et on n'a pas parlé du fait que dans le contexte rural, il y a un accent sur la prévention et la discrétion policière. En quoi ces préoccupations sur le racisme et la misogynie pourraient-elles avoir un impact sur l'utilisation de la discrétion policière? Il y avait très peu de discussions sur les... la discrimination où les barrières, confrontées par les gens qui voudraient quitter leur relation. Par exemple, la

- dépendance sur la voiture, ou le manque d'accès aux refuges. Également, peu de
- discussions au manque de services qui pourraient être disponibles pour les auteurs
- d'acte de violence, qui pourraient avoir besoin ou vouloir de l'aide pour les traiter de leur
- 4 comportement violent ou leur dépendance.
- 5 Et finalement, aucune discussion sur la façon que le contrôle
- 6 (inintelligible) fonctionnait dans les collectivités où les auteurs peuvent utiliser
- 7 l'isolement comme arme pour garder leur partenaire à proximité. Un autre dernier cas,
- 8 important à signaler, c'est le besoin de considérer les obstacles uniques que les
- 9 survivants de violence conjugale et violence (inintelligible) dans le contexte des
- 10 collectivités autochtones et afro-néo-écossaises.
- Dr McMillan a parlé de l'expérience de certaines collectivités
- autochtones rurales et de la méfiance approfondie de la co... de la police, afin que...
- qui fait que certaines... plusieurs femmes les perçoivent comme un dernier recours, que
- dans... à n'utiliser que dans les cas les plus graves. Identifier que ce que nos...
- discutent régulièrement, comme (inintelligible) chez les femmes, de fait que la
- protection de l'enfance devient... deviennent impliquée, si on fait appel à la police.
- 17 Par contre il n'y avait aucune discussion (inintelligible) spécifique
- que d'autres recherches démontrent comme étant un problème dans les collectivités
- autochtones et noires, notamment les façons que... où les mises en accusation doubles
- 20 peuvent mener à la criminalisation des femmes et c'était une préoccupation que
- connaissent, de façon disproportionnée des femmes autochtones noires et autres
- 22 collectivités racisées.

- En ce qui a trait aux... des expériences afro-néo-écossaises
- rurales, le docteur (inintelligible) a reconnu que c'est un écart... qui n'a combien dans
- les tables rondes de la semaine dernière, et on a également su aujourd'hui que les
- membres des collectivités autochtones et afro-néo-écossaises n'ont pas pu assister en
- 27 raison de circonstances inattendues.
 - Nous soumettons que les perspectives et points de vue des

- survivants dans les collectivités autochtones et néo-écossaises est un point de vue
- 2 essentiel que vous devez considérer comme madame Doucet a considéré ce matin à la
- table ronde. A (inintelligible) délivré un message au nom de la collectivité. Est-ce que
- 4 (inintelligible) pourra rappeler des impacts contenus des violences à l'endroit des
- 5 femmes et des filles autochtones? Et c'est souvent pas de bons parcours pour signaler
- ces formes de violence là. Parce que cela mérite une considération supplémentaire.

7 Une préoccupation clé pour nos clients, c'est que les femmes qui

8 habitent dans des collectivités autochtones et noires sont tout à fait au courant des faits

que si signale à la police, de fait que leur partenaire masculin les ont abusées. Ils

savent que leurs partenaires vont connaitre les conséquences disproportionnées

comme ils connaissent le système de justice. Et ils connaissent bien le haut taux de

criminalisation et d'incarcération d'hommes et de femmes dans ces collectivités-là. Et

cette méfiance incroyable de la police mène, fait que les survivants de violence

conjugales que s'ils choisissent de signaler, que c'est sujet à des critiques graves et

des jugements graves de la part de leur collectivité. Bien que nous n'avons pas encore

toute l'horaire pour les prochaines deux semaines, nous avons espoir que certains de

17 ces gens-là seront abordés.

Mais comme vous vous mettez à rédiger vos rapports et façonner vos recommandations, nous vous encourageons à défaire les silos en matière des enjeux liés à la violence conjugale et la violence (inintelligible) ce genre et les autres aspects de cette enquête. Nous les voyons comme étant des liens inextricables, et pour nous, c'est important de défaire la division qui existe entre nos compréhensions de ce qui est de formes de violence publique et privée.

Est-ce que vous avez des questions, madame la commissaire

25 Fitch?

9

10

11

12

13

14

15

16

18

19

20

21

22

23

24

26

27

28

COMMISSAIRE FITCH: Merci d'avoir partagé votre argument avec nous aujourd'hui. Je pense que le travail à venir avec la Commission va aborder certains des enjeux que vous avez soulevés aujourd'hui. On reçoit bien... bien votre

1	point en matière de silo. Et on va s'assurer qu'on va changer les récits en ce qui a trait
2	à la violence privée comparée à la violence publique.
3	Me MEGAN STEPHENS : Merci madame la commissaire Fitch.
4	COMMISSAIRE MacDONALD : Madame la Commissaire Stanton?
5	COMMISSAIRE STANTON : Merci bien. Je pense que vous allez
6	trouver que bon nombre des enjeux que vous avez soulevés vont être abordés dans les
7	prochaines quelques semaines, et certainement lors des discussions de la phase 3, une
8	bonne part de ce que à quoi vous faites référence sont importants pour la phase des
9	recommandations.
10	Par contre, je me demande si vous pouvez, dans des arguments à
11	l'avenir, aborder le point que vous avez soulevé au niveau de le fait que les
12	observateurs hésitent de signaler les instants de violence conjugale. C'est certainemen
13	quelque chose qui est forcément est une question. Lorsque à chaque fois qu'on
14	soulève ces questions, alors si vous ne l'avez pas déjà fait, je vous encourage de
15	fournir du contenu à cet égard pour la Commission.
16	Je sais que certains des rapports commandités, vous avez fait
17	allusion à un de ces rapports-là, une bonne partie, plusieurs des documents source
18	abordent ces sujets-là aussi, et vous saurez que c'est une difficile de couvrir tout ce
19	qui puisse être soulevé en partie du mandat et notre mandat est très large.
20	Je vous encourage, évidemment, de continuer d'être engagé, c'est
21	fort apprécié. Et merci, merci bien. Merci bien de vos arguments et c'est fort apprécié.
22	Maître VanWart?
23	Me JAMIE VanWART : Merci. C'est la conclusion des arguments
24	de droit cet après-midi.
25	COMMISSAIRE MacDONALD: Merci.
26	COMMISSAIRE STANTON : Merci bien de vos arguments, à la
27	fois verbal et à l'écrit. Et la maître (inintelligible) nous a également envoyé des
28	soumissions écrites et on les a lues soigneusement et fort appré c'est fort apprécié.

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

- La table ronde, aujourd'hui, a trait à... aux aspects... à l'aspect de notre mandat,
- 2 comme quoi on nous a dirigés de faire enquête sur les causes et circonstances et les...
- qui ont donné lieu aux pertes massives. Il y a bien sûr le contexte rural, oui, mais il y a
- 4 également le contexte des causes et des circonstances. Cela comprend des facteurs
- 5 systémiques. Et là, dans les matériaux fournis à la table ronde, certains des... on a
- parlé de certains des facteurs en ce qui a trait à la Nouvelle-Écosse rurale, notamment
- 7 les taux de pauvreté et la relation entre les facteurs économiques et la criminalité et la
- 8 sécurité, dans les collectivités au niveau des facteurs structurels.

On doit également considérer les gens qui sont touchés de façon différentielle. Cela est établi dans le mandat. Cela fait partie de ce qu'on... d'entende de la discussion, et on va continuer d'entendre ce genre de propos. On doit faire des recommandations qui sont utiles et que l'on peut appliquer dans les collectivités rurales.

Alors on doit comprendre les facteurs structurels et systémiques qui affectent le procession (sic) de services et comment les collectivités abordent les questions de sécurité, afin de pouvoir faire des recommandations utiles.

Alors un rappel que les rapports commandités, notamment celui-là du docteur Foster sur la prévention de la criminalité, de la sécurité publique dans des collectivités rurales, ce genre de rapport sont disponibles au public pour la lecture, bien dans le site Web. Et on accueille favorablement des soumissions publiques en matière de recherches potentielles. Les soumissions des arguments... des participants, au niveau de recherches qui pourraient nous aider. Au niveau de recherches qui pourraient nous aider en ce qui a trait des recommandations pour la sécurité communautaire.

Les procédures publiques vont reprendre ici, à la (inintelligible)
Halifax. On va... nous efforts seront centrés sur les aspects de mandats liés à la
violence (inintelligible) de ce genre, et la violence conjugale, de façon plus explicite.

la semaine prochaine, lors des procédures, les avocats de la Commission vont partager davantage de documents fondamentals et davantage de recherche. D'autres membres de tables rondes vont également s'exprimer et des

1	experts, des temoins experts. Notez la conjointe de fait de l'auteur Lisa Banfield.
2	Question liée à la violence sont appliquées à chaque phase de
3	notre travail. Établir ce qui s'est passé le 18 avril 2020. (Inintelligible) les causes et les
4	circonstances qui ont pu contribuer et commencer à identifier les recommandations
5	(inintelligible) des lieux plus sûrs.
6	(Inintelligible) l'emphase sur différentes formes de violence dans
7	les semaines à venir, nous encourageons de songer de comment vous pouvez vous
8	préparer à cela. Et considérer comment vous choisissez de vous engager en ce qui a
9	trait aux procédures qui s'en viennent.
10	Rappelez-vous que nous avons une équipe de santé mentale sur
11	les lieux, qui assistent en présentiel et il y a plusieurs services qui offrent des soutiens
12	de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
13	Merci bien et on se reverra la semaine prochaine.
14	L'audience est ajournée à 1:11 p.m.
15	
16	CERTIFICATION
17	
18	I, Nadia Rainville, a certified court reporter, hereby certify the foregoing pages to be an
19	accurate transcription of the French interpretation of the hearing to the best of my skill
20	and ability, and I so swear.
21	
22	Je, Nadia Rainville, une sténographe officiel, certifie que les pages ci-hautes sont une
23	transcription conforme à l'interprétation française de l'audience au meilleur de mes
24	capacités, et je le jure.
25	Talia Dai 11
26	nadia Lainville
27	Nadia Rainville